

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 921

3 mai 2010

SOMMAIRE

Advent Monext Luxembourg GP S.à r.l.	44172	Everlight International, S. A.	44193
Advent Monext Luxembourg GP S.à r.l.	44172	FC HoldCo 1	44207
Advent Monext (Luxembourg) Holding S.à r.l.	44172	Garlaban Holding S.A.	44194
Advent Monext (Luxembourg) Holding S.à r.l.	44173	Grove Holdings 1	44192
Advent Monext Luxembourg S.C.A.	44167	Hansakontor I S.A.	44163
Advent Monext Luxembourg S.C.A.	44167	Hickory Participations S.A.	44176
Arbel International Holding S.A.	44173	Isidro International S.A.	44194
Arolex GmbH	44175	Italmeubles S.à r.l.	44208
Association des Parents d'Elèves de l'Ecole Fondamentale Bourscheid	44165	Kids and More S. à r.l.	44206
Association des Parents d'Elèves des Ecoles Prescolaire et Primaire Bourscheid	44165	KPI Retail Property 27 S.à.r.l.	44167
Ausinium S.A.	44208	Le Nomade, s.à r.l.	44207
Balthazar Participations S.A.	44172	Linianti S.A.	44208
Banita III S.à r.l.	44162	Luxembourg Mounting Center S.A.	44174
Belvit Holding SA	44193	Luxury Food S.à r.l.	44206
BGA Wood S.A.	44163	M.B.S. Buildings SA	44195
Blacky S.A.	44167	M.B.S. - Manufacturing Building Systems S.A.	44206
Blue Star Invest S.A.	44163	Meridian, Conseil en Communication	44162
Blue Star Invest S.A.	44164	New Office S.à r.l.	44193
Blue Star Invest S.A.	44164	New Office S.à r.l.	44193
Brightsea S.à r.l.	44207	Quadrex Group International S.A.	44164
C6Med S.à r.l.	44194	Société Immobilière ING Luxembourg S.à.r.l.	44173
Circle Printers Europe S.à r.l.	44194	Souvenance Holding S.A.	44174
Compagnie Benlux de l'Europe du Nord S.A.	44175	Special Solutions S.A.	44195
Cordell Investments S.A.	44191	Standard Opportunities S.A.	44164
Dresden I S.A.	44174	Standard Opportunities S.A.	44192
Duemme Sicav	44174	Standard Opportunities S.A.	44164
Duke's	44191	Standard Opportunities S.A.	44191
Eggborough HoldCo 2 S.à r.l.	44175	Standard Opportunities S.A.	44191
Entreprise Vert 4 S.à r.l.	44162	Tartacover S.A.	44173
Eurasia Capital S.A.	44162	WDD Invest Holding S.A.	44163
		Wegner Holding S.A.	44163
		WK Holding S.A.	44174
		Xandra International S.à.r.l.	44195
		Zenon Beteiligungsgesellschaft A.G.	44176

Meridian, Conseil en Communication, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1623 Luxembourg, 4, rue Génistre.

R.C.S. Luxembourg B 27.152.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le ... 2010.

MERIDIAN s.à r.l.

4, rue Genistre, L-1623 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2010043381/13.

(100043826) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2010.

Banita III S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 93.051.

Rectificatif du dépôt L090186060.04

Le Bilan révisé au 31 Octobre 2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 Mars 2010.

TMF Corporate Services S.A.

Signatures

Référence de publication: 2010043382/13.

(100043663) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2010.

Eurasia Capital S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 104.488.

Le Bilan au 31 décembre 2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 mars 2010.

TMF Management Luxembourg S.A.

Domiciliataire

Signature

Référence de publication: 2010043383/13.

(100043669) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2010.

Entreprise Vert 4 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 133.998.

Par résolution prise en date du 8 mars 2010, les associés ont décidé de nommer Daniela Weber, avec adresse professionnelle au 5, Rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg au mandat de "Geschäftsführer", avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 mars 2010.

Référence de publication: 2010043451/13.

(100043556) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2010.

Wegner Holding S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 34A, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 141.781.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 24 mars 2010. Signature.

Référence de publication: 2010043416/10.

(100043521) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2010.

WDD Invest Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 34A, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 134.244.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 24 mars 2010. Signature.

Référence de publication: 2010043418/10.

(100043524) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2010.

Hansakontor I S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 34A, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 140.218.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 24 mars 2010. Signature.

Référence de publication: 2010043420/10.

(100043526) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2010.

Blue Star Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8210 Mamer, 96, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 89.527.

Les comptes annuels au 31/12/2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010043423/10.

(100043653) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2010.

BGA Wood S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1510 Luxembourg, 38, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 56.755.

EXTRAIT

Il résulte du procès verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 29 mars 2010 que:

- SER. COM. S.à.r.l., Société à responsabilité limitée ayant son siège social 3 rue Belle Vue L-1227 Luxembourg et RCSL Numéro B117942, a été nommé Commissaire en remplacement de CERTIFICA Luxembourg S.à.r.l., démissionnaire. Le nouveau commissaire reprendra le mandat de son prédécesseur jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire de 2013.

Luxembourg, le 26 mars 2010.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2010043436/14.

(100043501) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2010.

Blue Star Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8210 Mamer, 96, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 89.527.

Le Bilan au 31/12/2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mamer, le

Signature.

Référence de publication: 2010043427/10.

(100043656) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2010.

Blue Star Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8210 Mamer, 96, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 89.527.

Le Bilan au 31/12/2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mamer, le

Signature.

Référence de publication: 2010043432/10.

(100043658) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2010.

Standard Opportunities S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8210 Mamer, 96, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 88.276.

Les comptes annuels au 31/12/2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010043437/10.

(100043662) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2010.

Standard Opportunities S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8210 Mamer, 96, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 88.276.

Le Bilan au 31/12/2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mamer.

Signature.

Référence de publication: 2010043441/10.

(100043664) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2010.

Quadrex Group International S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 22.935.

Conformément aux dispositions de l'article 64 (2) de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, les Administrateurs élisent en leur sein un président en la personne de Monsieur Alain RENARD. Ce dernier assumera cette fonction pendant la durée de son mandat, jusqu'à l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2015.

Luxembourg, le 31 juillet 2009.

QUADREX GROUP INTERNATIONAL S.A.

F. DUMONT / A. RENARD

Administrateur / Administrateur et Président du Conseil d'Administration

Référence de publication: 2010043462/14.

(100043288) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2010.

A.P.E.E.F. - Bourscheid, Association des Parents d'Elèves de l'Ecole Fondamentale Bourscheid, Association sans but lucratif,

(anc. Association des Parents d'Elèves des Ecoles Prescolaire et Primaire Bourscheid),

Siège social: L-9140 Bourscheid, 1, Schlasswee.

R.C.S. Luxembourg F 583.

Les statuts ont été modifiés en date du 6 octobre 2009 au courant de l'Assemblée Générale Ordinaire comme suit:

Dénomination - Siège - Objet

Art. 1^{er}. L'association est dénommée ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DE L'ECOLE FONDAMENTALE BOURSCHEID.

Abréviation: A.P.E.E.F. - BOURSCHEID

Art. 2. Le siège de l'association est établi à Bourscheid.

Art. 3. L'association est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. L'association a pour but:

- 1.) de contribuer à la prospérité, à la sécurité et au bien-être de l'école fondamentale, dans le respect des lois et des règlements régissant l'enseignement public;
- 2.) de favoriser le dialogue permanent entre les parents d'une part, le personnel enseignant et les autorités scolaires d'autre part;
- 3.) de collaborer d'une manière constructive à l'éducation scolaire des enfants;
- 4.) de transmettre aux autorités scolaires et à la commune les suggestions des parents d'élèves en matière d'administration, et d'organisation, de qualité, de développement et de réussite scolaire;
- 5.) de prendre l'initiative et la responsabilité des contacts et des échanges réguliers (au moins trois fois par an) avec le comité d'école.

Art. 5. L'association s'interdit de s'occuper de questions politiques, idéologiques et religieuses ne concernant pas l'enseignement scolaire.

Composition - Admission - Exclusion - Cotisation

Art. 6. Peuvent faire part de l'association des parents d'élèves les personnes justifiant qu'ils ont la charge d'un enfant élève de l'école fondamentale.

L'association se compose de membres actifs, de membres d'honneur et éventuellement de représentants du corps enseignant.

Peuvent être nommés membres d'honneur des personnes ayant rendu des services à l'association. Les membres d'honneur ainsi que les représentants du corps enseignant jouissent des mêmes droits que les membres actifs, à l'exception du droit de vote.

Art. 7. Le conseil d'administration de l'association statuera sur toute demande d'admission.

Art. 8. L'exclusion d'une personne pour raison grave pourra être proposée par le conseil d'administration à l'assemblée générale qui en décidera à la majorité des deux tiers des voix après avoir entendu l'intéressé en question dans ses explications.

Art. 9. Tout membre de l'association peut à tout moment démissionner moyennant notification écrite au conseil d'administration. Quiconque ne paie pas sa cotisation sera considéré comme démissionnaire.

Art. 10. L'associé démissionnaire ou exclu n'a aucun droit sur le fonds social.

Art. 11. Les membres actifs paient une cotisation annuelle dont le montant et les conditions de versement sont déterminés par l'assemblée générale sur proposition du conseil d'administration.

Le montant maximum de la cotisation ne peut pas dépasser 25 Euro. Chaque ménage, ne paie qu'une seule cotisation qui lui donne un seul droit de vote.

Le conseil d'administration

Art. 12. L'association est gérée par un conseil d'administration de minimum 3 membres qui sont élus parmi les membres actifs par l'assemblée générale à la majorité simple des voix.

Leur mandat a une durée de deux ans. Les membres sortants sont rééligibles. Le personnel enseignant peut être représenté au conseil d'administration par un seul membre par voix consultative.

En cas de vacance, le conseil d'administration pourvoit au remplacement des membres du conseil au cours de sa prochaine réunion. Les membres du conseil d'administration ainsi élus achèvent le mandat de ceux qu'ils remplacent.

Le conseil d'administration élit en son sein à la simple majorité des voix d'un président, et le cas échéant un vice-président, un secrétaire et un trésorier.

Ne peuvent accepter un de ces postes que les membres ayant un enfant inscrit dans l'école fondamentale de Bourscheid.

Art. 13. Le conseil d'administration se réunit chaque fois que cela est nécessaire. Il est convoqué par son secrétaire sur la demande du président ou d'un tiers de ses membres et au moins une fois par trimestre scolaire.

Il ne peut délibérer valablement que si la majorité simple de ses membres est présent.

Il sera tenu un registre des rapports du conseil d'administration.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des suffrages exprimés par les membres présents. En cas d'égalité des voix, celle du président est décisive.

Le membre du conseil d'administration qui est absent à plus de trois réunions consécutives sans excuse, sera considéré comme démissionnaire.

Art. 14. Le conseil d'administration gère les affaires de l'association et la représente dans tous les actes judiciaires et extra-judiciaires. Il peut, sous sa responsabilité, déléguer ses pouvoirs à l'un de ses membres ou même à un tiers qui adhère aux buts de l'association.

Le conseil d'administration gère les finances de l'association et en dispose à charge d'en rendre compte annuellement à l'assemblée générale.

Le président ou son représentant signe, conjointement avec le secrétaire toutes les pièces qui engagent la responsabilité de l'association.

Art. 15. Le trésorier encaisse les créances de l'association et en donne quittance. Il tient la comptabilité et acquitte les sommes dues par l'association. Il ne devra payer aucune somme étrangère aux divers objets de l'association. Il établira pour chaque exercice le compte des recettes et dépenses, lequel est soumis à un conseil de surveillance (réviseurs de caisse) à désigner par l'assemblée générale qui, en cas d'approbation donne décharge au trésorier et au conseil d'administration.

Art. 16. Les droits, obligations, pouvoirs ainsi que la responsabilité des membres du conseil d'administration sont réglés par les articles 13 et 14 de la loi du 21 avril 1928.

Assemblée générale des membres

Art. 17. Le conseil d'administration convoquera une fois par année tous les membres réunis en assemblée générale.

Une assemblée générale extraordinaire peut être convoquée sur initiative du conseil d'administration ou lorsqu'un cinquième des membres fait la demande.

L'ordre du jour de l'assemblée générale ainsi que la date et le lieu de la réunion sont établis par le conseil d'administration ou par le cinquième des membres actifs dont il est question ci-devant.

Toute convocation à l'assemblée générale, comprenant nécessairement l'ordre du jour, est portée à la connaissance des membres au moins huit jours avant la date fixée.

Le président ou son remplaçant assume la direction de l'assemblée générale.

Des résolutions pourront être prises en dehors de l'ordre du jour sur proposition du président ou du conseil d'administration.

Art. 18. L'année sociale correspond à l'année scolaire. Par dérogation à cette règle, la première année commence le jour de la signature des présents statuts et finira le 15 septembre 1994.

Art. 19. Tous les membres actifs ont un droit de vote égal et leurs résolutions sont prises à la majorité des voix des membres présents, sauf dans les cas où il en est décidé autrement par les présents statuts ou par la loi.

Les membres actifs et les tiers peuvent prendre connaissance des résolutions de toute assemblée générale au siège de l'association.

Ressources - Modifications - Dissolution

Art. 20. Les ressources de l'association proviennent des cotisations des membres actifs, de dons en espèces ou en nature, de subventions d'organismes publics ou privés et de toute autre provenance légale.

Les ressources peuvent en outre résulter d'activités culturelles ou artistiques et d'autres manifestations publiques ou privées auxquelles l'association participe ou qu'elle organise.

Les moyens financiers de l'association sont utilisés aux fins définies à l'article 4.

Art. 21. Toute modification des statuts doit être effectuée conformément aux prescriptions de l'article 8 de la loi du 21 avril 1928 sur les associations sans but lucratif.

Art. 22. A ces statuts, des règlements internes peuvent être formulés par le conseil d'administration. Les règlements élaborés par le conseil d'administration sont d'application jusqu'à leur approbation ou rejet par l'association générale.

Art. 23. En cas de dissolution de l'association, l'actif subsistant, après apurement du passif, sera versé à l'Office Social de la Commune de Bourscheid.

Art. 24. Les dispositions de la loi du 21 avril 1928 sont applicables à tous les cas non prévus dans les présents statuts.
Fait à Bourscheid, le 13 novembre 2009. Signatures.

Référence de publication: 2010044342/110.

(100045230) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mars 2010.

KPI Retail Property 27 S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2721 Luxembourg, 4, rue Alphonse Weicker.

R.C.S. Luxembourg B 116.367.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signatures

Référence de publication: 2010043385/11.

(100043679) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2010.

Advent Monext Luxembourg S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.

R.C.S. Luxembourg B 140.465.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 mars 2010.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2010043387/12.

(100043291) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2010.

Advent Monext Luxembourg S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.

R.C.S. Luxembourg B 140.465.

Comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 mars 2010.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2010043389/12.

(100043293) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2010.

Blacky S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 152.088.

STATUTS

L'an deux mille dix, le douze mars.

Par-devant Maître Alex WEBER, notaire de résidence à Bascharage,

A COMPARU:

La société de droit panaméen "The AMS Foundation", avec siège social à P.H. Edificio Mossfon, Segundo Piso, Calle 54 Este, Ciudad de Panama (République de Panama),

ici représentée par Monsieur Jean-Marie WEBER, employé privé, demeurant à Aix-sur-Cloie/Aubange (Belgique),

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée en date du 11 mars 2010.

La prédite procuration, après avoir été paraphée "ne varietur" par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle comparante, représentée comme dit ci-dessus, a requis le notaire instrumentant de dresser acte constitutif d'une société anonyme qu'elle déclare constituer et dont elle a arrêté les statuts comme suit:

Titre I^{er} . - Dénomination, Siège social, Objet, Durée

Art. 1^{er} . Il est formé une société anonyme, société de gestion de patrimoine familial, en abrégé "SPF", sous la dénomination de "BLACKY S.A."

Art. 2. Le siège de la société est établi dans la commune de Luxembourg.

Au cas où des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiraient ou seraient imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, ou dans toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales.

La décision n'aura aucun effet sur la nationalité de la société. Pareille déclaration de transfert du siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la société qui se trouvera le mieux placé à cet effet dans les circonstances données.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La société a pour objet exclusif, l'acquisition, la détention, la gestion et la réalisation d'une part d'instruments financiers au sens de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière et d'autre part d'espèces et d'avoires de quelque nature que ce soit détenus en compte.

Par instruments financiers au sens de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière il convient d'entendre (a) toutes les valeurs mobilières et autres titres, y compris notamment les actions et les autres titres assimilables à des actions, les parts de sociétés et d'organismes de placement collectif, les obligations et les autres titres de créance, les certificats de dépôt, bons de caisse et les effets de commerce, (b) les titres conférant le droit d'acquérir des actions, obligations ou autres titres par voie de souscription, d'achat ou d'échange, (c) les instruments financiers à terme et les titres donnant lieu à un règlement en espèces (à l'exclusion des instruments de paiement), y compris les instruments du marché monétaire, (d) tous autres titres représentatifs de droits de propriété, de créances ou de valeurs mobilières; (e) tous les instruments relatifs à des sous-jacents financiers, à des indices, à des matières premières, à des matières précieuses, à des denrées, métaux ou marchandises, à d'autres biens ou risques, (f) les créances relatives aux différents éléments énumérés sub a) à e) ou les droits sur ou relatifs à ces différents éléments, que ces instruments financiers soient matérialisés ou dématérialisés, transmissibles par inscription en compte ou tradition, au porteur ou nominatifs, endossables ou non-endossables et quelque soit le droit qui leur est applicable.

D'une façon générale, la société peut prendre toutes mesures de surveillance et de contrôle et effectuer toute opération ou transaction qu'elle considère nécessaire ou utile pour l'accomplissement et le développement de son objet social de la manière la plus large, à condition que la société ne s'immisce pas dans la gestion des participations qu'elle détient, tout en restant dans les limites de la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial, ci-après définie sous le terme "Loi SPF".

Titre II. - Capital, Actions

Art. 5. Le capital social est fixé à deux cent mille euros (€ 200.000.-), représenté par deux cents (200) actions sans désignation de valeur nominale.

Les actions de la société peuvent être créées au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en titres représentatifs de plusieurs actions.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix du propriétaire.

Les actions ne peuvent être détenues que par des investisseurs éligibles tels que définis à l'article 3 de la Loi SPF.

La société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par action. Dans le cas où une action viendrait à appartenir à plusieurs personnes, la société aura le droit de suspendre l'exercice de tous droits y attachés jusqu'au moment où une personne aura été désignée comme propriétaire unique de la société.

La même règle est appliquée en cas de conflit entre un usufruitier et un nu-propriétaire ou entre un créancier et un débiteur gagiste.

La société peut, dans la mesure où, et aux conditions auxquelles la loi le permet, racheter ses propres actions. L'assemblée générale autorise le conseil d'administration à racheter toutes les actions de la société à la valeur de l'actif net. Cette autorisation est valable pour une durée de 5 ans.

Titre III. - Administration

Art. 6. La société est administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, nommés pour un terme qui ne peut excéder six ans, par l'assemblée générale des actionnaires, et toujours révocables par elle.

Si la société est établie par un actionnaire unique ou si à l'occasion d'une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que la société a seulement un actionnaire restant, la composition du conseil d'administration pourra être limitée à un (1) membre, jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Le nombre des administrateurs ainsi que leur rémunération et la durée de leur mandat sont fixés par l'assemblée générale des actionnaires.

Art. 7. Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président. Par dérogation à ce qui précède, le premier président est nommé par l'assemblée générale constitutive.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président, aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige. Il doit être convoqué chaque fois que deux administrateurs le demandent.

Si tous les administrateurs sont présents ou représentés lors d'une réunion du conseil d'administration et s'ils déclarent connaître l'ordre du jour, la réunion du conseil d'administration pourra se tenir sans avis de convocation préalable.

En cas d'absence du président, les réunions du conseil d'administration sont présidées par un administrateur présent, désigné à cet effet.

En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restant ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.

Le conseil d'administration se réunira sur la convocation du président ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Tout administrateur peut participer aux réunions du conseil d'administration par conférence téléphonique ou par tout autre moyen similaire de communication, tel qu'exigé par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée ci-après "la Loi de 1915".

Le conseil d'administration ne pourra délibérer ou agir valablement que si la moitié au moins de ses membres est présente ou représentée.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés.

Le conseil d'administration pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou plusieurs écrits ou par câble, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire, à confirmer par écrit, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil d'administration seront signés par le président ou par deux administrateurs.

Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux administrateurs.

Art. 8. Le conseil d'administration ou l'administrateur unique, selon le cas, est investi des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social. Tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi ou les statuts à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du conseil d'administration ou de l'administrateur unique. Il est autorisé à verser des acomptes sur dividendes aux conditions prévues par la loi.

Art. 9. Si la société a un administrateur unique, la société est engagée en toutes circonstances par la signature individuelle de cet administrateur, et en cas de pluralité d'administrateurs, par les signatures conjointes de deux administrateurs ou par la signature individuelle d'un administrateur-délégué, sans préjudice des décisions à prendre quant à la signature sociale en cas de délégation de pouvoirs et mandats conférés par le conseil d'administration en vertu de l'article 10 des statuts.

La signature d'un seul administrateur sera toutefois suffisante pour représenter valablement la société dans ses rapports avec les administrations publiques ou pour la représenter en justice.

Art. 10. Le conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière de la société à un ou plusieurs administrateurs qui prendront la dénomination d'administrateurs-délégués.

Le conseil d'administration ou l'administrateur unique peut aussi donner des pouvoirs spéciaux ou déléguer la signature de certains actes à un ou plusieurs mandataires, choisis dans ou hors son sein, actionnaires ou non.

Art. 11. Les administrateurs ne contractent aucune obligation personnelle relativement aux engagements de la société.

La société devra indemniser tout administrateur ou mandataire et ses héritiers, exécutant et administrant, contre tous dommages ou compensations devant être payés par lui ainsi que les dépenses ou les coûts raisonnablement engagés par lui, en conséquence ou en relation avec toute action, procès ou procédures à propos desquelles il pourrait être partie en raison de sa qualité ou ancienne qualité d'administrateur ou mandataire de la société, ou, à la requête de la société, de toute autre société où la société est un actionnaire/associé ou un créancier et par quoi il n'a pas droit à être indemnisé, sauf si cela concerne des questions à propos desquelles il sera finalement déclaré impliqué dans telle action, procès ou procédures en responsabilité pour négligence grave, fraude ou mauvaise conduite préméditée.

Dans l'hypothèse d'une transaction, l'indemnisation sera octroyée seulement pour les points couverts par l'accord et pour lesquels la société a été avertie par son avocat que la personne à indemniser n'a pas commis une violation de ses obligations telle que décrite ci-dessus. Les droits d'indemnisation ne devront pas exclure d'autres droits auxquels tel administrateur ou mandataire pourrait prétendre.

Titre IV. - Surveillance

Art. 12. La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires nommés par l'assemblée générale, qui fixe leur nombre et leur rémunération, ainsi que la durée de leur mandat, qui ne peut excéder six ans.

Titre V. - Assemblée générale

Art. 13. L'assemblée générale des actionnaires a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier les actes qui intéressent la société.

S'il y a seulement un actionnaire, l'associé unique assure tous les pouvoirs conférés par l'assemblée des actionnaires et prend les décisions par écrit.

En cas de pluralité d'actionnaires, l'assemblée générale des actionnaires représente tous les actionnaires de la société.

Art. 14. L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le deuxième mardi du mois de juin, à 11.00 heures, au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale a lieu le premier jour ouvrable suivant.

Art. 15. Chaque action donne droit à une voix.

Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées des actionnaires en désignant par écrit, par câble, télégramme, télex ou télécopie une autre personne comme son mandataire. Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la Loi ou les présents statuts, les décisions d'une assemblée des actionnaires dûment convoquée sont prises à la majorité simple des votes des actionnaires présents ou représentés.

Le conseil d'administration peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour prendre part à toute assemblée générale des actionnaires.

Tout actionnaire peut aussi voter par correspondance, en retournant un formulaire dûment complété et signé (le "formulaire") envoyé par le conseil d'administration, l'administrateur unique, le président du conseil d'administration ou deux administrateurs, suivant le cas contenant les mentions suivantes en langue française ou anglaise:

- a) Le nom et l'adresse de l'actionnaire;
- b) Le nombre d'actions qu'il détient;
- c) Chaque résolution sur laquelle un vote est requis;
- d) Une déclaration par laquelle l'actionnaire reconnaît avoir été informé de la/des résolution(s) pour lesquelles un vote est requis;
- e) Une case pour chaque résolution à considérer;
- f) Une invitation à cocher la case correspondant aux résolutions que l'actionnaire veut approuver, rejeter ou s'abstenir de voter;
- g) Une mention de l'endroit et de la date de signature du formulaire;
- h) La signature du formulaire et une mention de l'identité du signataire autorisé selon le cas; et
- i) La déclaration suivante: "A défaut d'indication de vote et si aucune case n'est cochée, le formulaire est nul. L'indication de votes contradictoires au regard d'une résolution sera assimilée à une absence d'indication de vote. Le formulaire peut être utilisé pour des assemblées successives convoquées le même jour. Les votes par correspondance ne sont pris en compte que si le formulaire parvient à la société un jour au moins avant la réunion de l'assemblée. Un actionnaire ne peut pas adresser à la société à la fois une procuration et le formulaire. Toutefois, si ces deux documents parvenaient à la société, le vote exprimé dans le formulaire primera.

Titre VI. - Année sociale, Répartition des bénéfices

Art. 16. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 17. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution de la réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint le dixième du capital social, mais devrait toutefois être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, la réserve était entamée.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Titre VII. - Dissolution, Liquidation

Art. 18. La dissolution de la société ne peut résulter que d'une décision prise par l'assemblée générale dans les formes prescrites pour les modifications des statuts.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Titre VIII. - Dispositions générales

Art. 19. Pour tous les points non réglés par les présents statuts, les parties se réfèrent à la Loi 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée ainsi qu'à Loi SPF.

Dispositions transitoires

1) Exceptionnellement, le premier exercice social comprendra tout le temps à courir de la constitution de la société jusqu'au 31 décembre 2010.

2) La première assemblée générale annuelle se tiendra en 2011.

Souscription

Toutes les actions ont été souscrites par la société "The AMS Foundation", préqualifiée.

Toutes les actions ont été intégralement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de deux cent mille euros (€ 200.000.-) se trouve dès à présent à la disposition de la société ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

Déclaration

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, s'élève approximativement à mille trois cent cinquante euros (€ 1.350.-).

Décisions de l'actionnaire unique

Et aussitôt l'actionnaire unique a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Le nombre des administrateurs est fixé à quatre (4) et celui de commissaire aux comptes à un (1).

Deuxième résolution

Sont nommés administrateurs:

a) Monsieur Marc SCHINTGEN, ingénieur en gestion Solvay, né à Luxembourg le 9 mars 1965, demeurant professionnellement à L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe.

b) Monsieur Ingor MEULEMAN, employé, né à Ninove (Belgique) le 4 juin 1971, demeurant professionnellement à L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe.

c) Monsieur Michal WITTMANN, administrateur de sociétés, né à Sokolov (Tchéquie) le 4 février 1950, demeurant professionnellement à L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe.

d) La société à responsabilité limitée "KITZ S. à r.l.", avec siège social à L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe, inscrite au R.C.S.L. sous le numéro B 71.842.

Madame Stéphanie MARION, employée privée, née à Thionville (France), le 8 octobre 1978, demeurant professionnellement à L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe, est désignée représentant permanent de la prédite société "KITZ S.à r.l."

Monsieur Marc SCHINTGEN, préqualifié sub a), est nommé président du conseil d'administration.

Les administrateurs et le président du conseil d'administration sont nommés jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle des actionnaires qui sera tenue en l'an 2015.

Troisième résolution

Est nommée commissaire aux comptes:

La société "ALPHA EXPERT S.A.", avec siège social à L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe, inscrite au R.C.S.L. sous le numéro B 88.567.

Le commissaire aux comptes est nommé jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle des actionnaires qui sera tenue en l'an 2015.

Quatrième résolution

Le siège social est établi à L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe.

DONT ACTE, fait et passé à Bascharage en l'étude, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: J.M. WEBER, A.WEBER.

Enregistré à Capellen, le 17 mars 2010. Relation: CAP/2010/874. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Releveur (signé): NEU.

Pour expédition conforme, délivrée à la société à sa demande, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Bascharage, le 24 mars 2010.

Alex WEBER.

Référence de publication: 2010043592/235.

(100044185) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2010.

Advent Monext Luxembourg GP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.

R.C.S. Luxembourg B 142.638.

Comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 mars 2010.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2010043393/12.

(100043297) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2010.

Advent Monext Luxembourg GP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.

R.C.S. Luxembourg B 142.638.

Comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 mars 2010.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2010043395/12.

(100043300) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2010.

Advent Monext (Luxembourg) Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.

R.C.S. Luxembourg B 142.559.

Comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 mars 2010.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2010043398/12.

(100043302) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2010.

Balthazar Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 96.734.

LIQUIDATION JUDICIAIRE

Par jugement du 25 mars 2010, le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, sixième chambre, siégeant en matière commerciale, a prononcé la dissolution et ordonné la liquidation de la société ci-après, conformément à l'article 203 de la loi modifiée du 10 août 1915:

- BALTHAZAR PARTICIPATIONS S.A., dont le siège social à L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider, a été dénoncé en date du 28 décembre 2007, inscrite au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RC B96 734

Le même jugement a nommé juge-commissaire Madame Carole BESCH, juge au tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, et désigné comme liquidateur Maître Aziza GOMRI, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg.

Pour extrait conforme
s. Me Aziza GOMRI
Liquidateur

Référence de publication: 2010043545/18.

(100044607) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2010.

Advent Monext (Luxembourg) Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.
R.C.S. Luxembourg B 142.559.

Comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 mars 2010.

Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2010043399/12.

(100043304) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2010.

Tartacover S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 22, rue Goethe.
R.C.S. Luxembourg B 112.328.

Les comptes annuels au 30 juin 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 Mars 2010.

Pour la société
Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2010043402/13.

(100043624) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2010.

Société Immobilière ING Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 52, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 9.139.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 mars 2010.

Ingrid LENTZ
Secrétariat Général

Référence de publication: 2010043403/12.

(100043369) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2010.

Arbel International Holding S.A., Société Anonyme Holding (en liquidation).

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 36.797.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait des résolutions prises à l'Assemblée Générale Extraordinaire du 15 février 2010

1. La liquidation de la société ARBEL INTERNATIONAL HOLDING S.A. est clôturée.
2. Décharge est accordée au liquidateur et commissaire de liquidation pour l'exécution de leurs mandats.
3. Les livres et documents sociaux sont déposés au 412F, route d'Esch, Luxembourg, (L-2086) et y seront conservés pendant cinq ans au moins.

Extrait certifié sincère et conforme
MERLIS S.à.r.l.
Signatures
Le Liquidateur

Référence de publication: 2010043528/17.

(100044252) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2010.

Souvenance Holding S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 61.556.

Les comptes annuels au 30 septembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour SOUVENANCE HOLDING S.A.
Société de gestion de patrimoine familial
Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2010043404/12.

(100043697) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2010.

**WK Holding S.A., Société Anonyme,
(anc. Dresden I S.A.).**

Siège social: L-1330 Luxembourg, 34A, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 134.246.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 mars 2010.

Signature.

Référence de publication: 2010043407/11.

(100043498) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2010.

Duemme Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 65.834.

Extrait de la résolution circulaire du Conseil d'Administration datée du 12 novembre 2009

"Il est décidé de nommer M. Antonio Maria Penna, Président du Conseil d'Administration avec effet au 12 novembre 2009."

BNP Paribas Securities Services - Succursale de Luxembourg
Signatures

Référence de publication: 2010043415/12.

(100043673) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2010.

Luxembourg Mounting Center S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7750 Colmar-Berg, avenue Gordon Smith.

R.C.S. Luxembourg B 78.117.

Suivant l'Assemblée Générale Ordinaire tenue au siège de la société le 26 juin 2009 à 8.30 heures,

L'Assemblée prend note de la démission de Madame Valérie Ghyselinck comme Administrateur de la Société. Monsieur Willy Ghyselinck, demeurant professionnellement à Torhoutsesteenweg 203, B-8210 Zedelgem est élu membre du Conseil d'Administration en remplacement de Madame Valérie Ghyselinck et ceci jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice 2009 de la Société.

L'Assemblée renouvelle le mandat de Madame Vanessa Tarantini, demeurant professionnellement à Avenue Gordon Smith, L-7750 Colmar-Berg, comme Commissaire aux Comptes pour un période d'un an jusqu'à l'Assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice 2009 de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Colmar-Berg, le 27 octobre 2009.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2010043789/19.

(100044512) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2010.

Arolex GmbH, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5885 Hesperange, 281, route de Thionville.

R.C.S. Luxembourg B 21.772.

—
AUSZUG

Aus dem Protokoll der ausserordentlichen Generalversammlung vom 21. Januar 2010 geht hervor dass:

- Herr Alexander Dreu als technischer Geschäftsführer abberufen wird.
- Herr Ales Pajestka, geboren am 12.09.1960 in Kranj (Slovenien), wohnhaft in L-1842 Howald, 18, avenue Grand-Duc Jean zum alleinigen Geschäftsführer ernannt wird.

Für gleichlautenden Auszug

Unterschrift

Référence de publication: 2010043431/14.

(100043535) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2010.

Compagnie Benlux de l'Europe du Nord S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 31, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 149.132.

—
EXTRAIT

Il résulte du procès verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 22 mars 2010 que:

Monsieur CRABU Francesco, administrateur de sociétés, né le 14 octobre 1953, à Isili (Italie) et demeurant à 166, Reckenthal, L-2410 Strassen a été nommé administrateur et administrateur- délégué de la société.

Son mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2014

Luxembourg, le 23 mars 2010.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2010043439/14.

(100043702) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2010.

Eggborough HoldCo 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 19.990,00.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 152.042.

—
Extrait des résolutions de l'associé unique de la Société adoptées le 24 mars 2010:

L'associé unique de la Société a décidé de qualifier les gérants nommés, Sandra Ehlers et Alan Carr, de gérants de catégorie A.

L'associé unique de la Société a également décidé de fixer à 4 le nombre des gérants de la Société et a décidé de nommer les personnes suivantes en tant que nouveaux gérants de catégorie B avec effet immédiat et pour une durée indéterminée:

- Ivo Hemelraad, né le 12 octobre 1961 à Utrecht (Pays-Bas), résidant professionnellement au 12, Rue Léon Thyès, L-2636 Luxembourg; et

- Johanna Dirkje Martina van Oort, née le 28 février 1967 à Groningen (Pays-Bas), résidant professionnellement au 12, Rue Léon Thyès, L-2636 Luxembourg.

Le conseil de gérance de la Société sera dorénavant composé de:

- Sandra Ehlers (gérant de catégorie A);
- Alan Carr (gérant de catégorie A);
- Ivo Hemelraad (gérant de catégorie B); et
- Johanna Dirkje Martina van Oort (gérant de catégorie B).

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Eggborough HoldCo 2 S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2010043804/26.

(100044071) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2010.

**Zenon Beteiligungsgesellschaft A.G., Société Anonyme Soparfi,
(anc. Hickory Participations S.A.).**

Siège social: L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépines.

R.C.S. Luxembourg B 98.127.

In the year two thousand and ten, on the twenty-third day of February.

Before Us Maître Henri HELLINCKX, notary, residing in Luxembourg.

Was held an Extraordinary General Meeting of the Shareholders of "HICKORY PARTICIPATIONS S.A.", having its registered office in L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépines, incorporated by deed of the undersigned notary on December 18, 2003, published in the Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") number 144 of February 4, 2004. The articles of incorporation have been amended pursuant to a deed of the undersigned notary on December 22, 2009, not yet published in the Mémorial.

The meeting is presided over by Mrs. Catherine DAY-ROYEMANS, private employee, professionally residing in Luxembourg.

The chairman appoints as secretary Mrs. Christelle HERMANT-DOMANGE, private employee, professionally residing in Luxembourg.

The meeting elects as scrutineer Mrs. Viviane HENGEL, private employee, professionally residing in Luxembourg.

The chairman declares and requests the notary to record:

I.- That the shareholders present or represented and the number of their shares are shown on an attendance list, signed by the chairman, the secretary, the scrutineer and the undersigned notary. The said list as well as the proxies will be annexed to this document to be filed with the registration authorities.

II.- As it appears from the attendance list, all THREE HUNDRED AND TEN (310) shares are represented at the present extraordinary general meeting, so that the meeting is regularly constituted and can validly decide on all the items of the agenda of which the shareholders declare having had full prior knowledge.

III.- That the agenda of the extraordinary general meeting is the following:

1. Change of the Company's name and subsequent amendment of the first sentence of the Article 1 of the Articles of Association as follows: "There exists a corporation (société anonyme) under the name of "ZENON BETEILIGUNGSGESELLSCHAFT A.G.".

2. Amendment of Article 2 of the Articles of Association which henceforth will be read as follows:

Art. 2. " The object of the Company is the taking of participating interests, in whatsoever form, in other, either Luxembourg or foreign companies, and the management, control and development of such participating interests.

The Company may in particular acquire real estate and all types of transferable securities, either by way of contribution, subscription, option, purchase or otherwise, as well as realise them by sale, transfer, exchange or otherwise.

The Company may also acquire and manage all patents and other rights deriving from these patents or complementary thereto.

To the extent the laws and regulations applicable in Luxembourg allow it and to the extent it will neither trigger nor be in violation with any licensing or authorization requirement, the Company may borrow and grant any assistance, loan, advance or guarantee to companies, in particular to group companies.

The Company may also perform any transactions in real estate and in transferable securities, and may carry on any commercial, industrial and financial activity, which it may deem necessary and useful to the accomplishment of its purposes.

3. Increase of the share capital by an amount of EUR 69,000.00 (sixty-nine thousand euro) so as to raise it from EUR 31,000.00 (thirty-one thousand euro) up to EUR 100,000.00 (one hundred thousand euro) by the creation, the issue and the subscription of 690 (six hundred and ninety) new shares with a par value of EUR 100.00 (one hundred euro) each, to be entirely paid up by payment in cash.

4. Introduction of ten classes of ordinary shares (classes A, B, C, D, E, F, G, H, I and J shares) and determination of the rights attached to such classes.

5. Conversion of the one thousand (1,000) existing ordinary shares into three hundred and ten (310) ordinary class A shares, seventy-seven (77) ordinary class B shares, seventy-seven (77) ordinary class C shares, seventy-seven (77) ordinary class D shares, seventy-seven (77) ordinary class E shares, seventy-seven (77) ordinary class F shares, seventy-seven (77) ordinary class G shares, seventy-seven (77) ordinary class H shares, seventy-seven (77) ordinary class I shares and seventy-four (74) ordinary class J.

6. Subsequent amendment of Article 3 of the Articles of Association which will be read as follows:

3.1 The issued Company's share capital is set at one hundred thousand (EUR 100,000.-) divided into:

- a. Three hundred and ten (310) class A ordinary shares of a par value of one hundred euro (EUR 100.-) each (the "Class A Shares");
- b. Seventy-seven (77) class B ordinary shares of a par value of one hundred euro (EUR 100.-) each (the "Class B Shares"),
- c. Seventy-seven (77) class C ordinary shares of a par value of one hundred euro (EUR 100.-) each (the "Class C Shares"),
- d. Seventy-seven (77) class D ordinary shares of a par value of one hundred euro (EUR 100.-) each (the "Class D Shares"),
- e. Seventy-seven (77) class E ordinary shares of a par value of one hundred euro (EUR 100.-) each (the "Class E Shares"),
- f. Seventy-seven (77) class F ordinary shares of a par value of one hundred euro (EUR 100.-) each (the "Class F Shares");
- g. Seventy-seven (77) class G ordinary shares of a par value of one hundred euro (EUR 100.-) each (the "Class G Shares"),
- h. Seventy-seven (77) class H ordinary shares of a par value of one hundred euro (EUR 100.-) each (the "Class H Shares"),
- i. Seventy-seven (77) class I ordinary shares of a par value of one hundred euro (EUR 100.-) each (the "Class I Shares"),
- j. Seventy-four (74) class J ordinary shares of a par value of one hundred euro (EUR 100.-) each (the "Class J Shares") each share with such rights and obligations as set out in the Articles.

3.2 As and when a dividend distribution is decided by the general meeting of shareholders, the total amount of dividend will be distributed and allocated in accordance to the rights attached to the shares pursuant to the Articles. All shares in issue, except the shares of the last class ("last" refers to the alphabetical order), will entitle the holder thereof to an annual cumulative allocation of profits in an amount of 0.50% of the nominal value thereof.

3.3 Each share of the last class in issue pursuant to the alphabetical order will entitle the holder thereof to the remainder, if any, of the net profits, including profits carried forward (hereafter "Net Profits") divided by the number of the last class of shares in issue.

3.4 The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholder(s) of the Company adopted in the manner required for amendment of these Articles.

3.5 The capital of the Company may be reduced through the cancellation (which may imply or require a preceding repurchase, redemption or other relevant transaction) of all the shares in issue of one or more classes of shares of the Company. In the case of such cancellation the first class or classes of shares to be cancelled shall be the last class or the last classes in issue according to their alphabetical order (i.e. starting with the cancellation of Class J).

3.6 In case of cancellation of one class of shares, the aggregate amount to be paid to the shareholders of such class equals the "Available Amount". The Available Amount is defined as the total amount of:

1. Net Profits of the Company
2. plus any freely distributable share premium and other freely distributable reserves
3. plus the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the Class of shares to be cancelled.

The Available Amount will be distributed to the each holder of shares being so cancelled pro rata its holding in the class being so cancelled.

3.7 In case of cancellation on the same day of the two (or more) last classes of shares in issue, the above paragraph 3.6 will be applicable as if the cancellation of the shares belonging to these classes were shares of the last class in issue and the Available Amount will be distributed to each shareholder pro rata the fraction of (i) the nominal amount of share capital represented by its shareholding in the classes of shares being so cancelled over (ii) the nominal amount of share capital represented by all the shares of the classes being so cancelled.

To the extent permitted under Luxembourg laws and regulations, the Available Amount is limited to the Total Cancellation Amount as determined by the general meeting of shareholders. The Available Amount definition adds the freely distributable reserves to such Available Amount for distribution. As a consequence, the freely distributable reserves may be paid to the holders of one class of shares although initially contributed by the shareholders of all classes.

7. Cancellation, in the Article 3 of the By-laws, of paragraphs concerning the authorized capital.

8. Addition of two new paragraphs in the Article 9 of the Articles of Association as follows:

"Shareholders may participate to a general meeting of shareholders by way of videoconference or by any other similar means of communication allowing their identification. These means of communication must comply with technical characteristics guaranteeing the effective participation to the meeting. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting. The meeting held by such means of communication is reputed held at the registered office of the Company.

Circular resolutions signed by all the shareholders shall be valid and binding in the same manner as if passed at a general meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical document stating the terms of the resolution accurately, and may be evidenced by letter, telefax or telex."

9. Insertion of a new Article between Article 10 and Article 11 and consequently renumbering of the Articles.

New Art. 11. In the event of a dissolution of the Company, the Company shall be liquidated by one or more liquidators, which are appointed by the general meeting of shareholders, which will determine their powers and fees. The liquidators shall have the most extensive powers for the realization of the assets and payment of the liabilities of the Company.

For the avoidance of doubt, at the time of the liquidation of the Company as a whole, the rules provided in these Articles for the allocation and or distribution of amounts applicable in the event of the redemptions or cancellation of class(es) of shares, will not apply.

10. Complete updating of the Articles of Association (according to the attached draft) in order to adapt them to the decisions mentioned in the present agenda.

11. Miscellaneous.

After the foregoing has been approved by the Meeting, the same unanimously took the following resolutions:

First resolution

The meeting resolves to change the company's name from HICKORY PARTICIPATIONS S.A. to ZENON BETEILIGUNGSGESELLSCHAFT A.G., and to amend the first sentence of Article 1) of the Articles of Association so as to read as follows:

"There exists a corporation (société anonyme) under the name of "ZENON BETEILIGUNGSGESELLSCHAFT A.G.".

Second resolution

The meeting resolves to amend Article 2 of the Articles of Association so as to henceforth read as follows:

" **Art. 2.** The object of the Company is the taking of participating interests, in whatsoever form, in other, either Luxembourg or foreign companies, and the management, control and development of such participating interests.

The Company may in particular acquire real estate and all types of transferable securities, either by way of contribution, subscription, option, purchase or otherwise, as well as realise them by sale, transfer, exchange or otherwise.

The Company may also acquire and manage all patents and other rights deriving from these patents or complementary thereto.

To the extent the laws and regulations applicable in Luxembourg allow it and to the extent it will neither trigger nor be in violation with any licensing or authorization requirement, the Company may borrow and grant any assistance, loan, advance or guarantee to companies, in particular to group companies.

The Company may also perform any transactions in real estate and in transferable securities, and may carry on any commercial, industrial and financial activity, which it may deem necessary and useful to the accomplishment of its purposes."

Third resolution

The meeting decides to increase the corporate capital by an amount of SIXTY-NINE THOUSAND EURO (EUR 69,000.-) so as to raise it from its present amount of THIRTY-ONE THOUSAND EURO (EUR 31,000.-) up to ONE HUNDRED THOUSAND EURO (EUR 100,000.-) by the creation, the issue and the subscription of SIX HUNDRED AND NINETY (690) new shares of ONE EURO (EUR 100.-) each, having the same rights and advantages as the existing shares.

The meeting, after having stated that existing shareholder waived his preferential subscription right, decides to admit to the subscription of the SIX HUNDRED AND NINETY (690) new shares the company VALON S.A., having its registered office in 283, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg.

Intervention - Subscription - Payment

Thereupon there appeared:

VALON S.A., prenamed,

here represented by Mrs. Viviane HENGEL, prenamed,

by virtue of a proxy given on 18 February 2010,

which appearing party, represented as aforementioned, declared to subscribe to all the SIX HUNDRED AND NINETY (690) new shares, and to have them fully paid up by payment in cash, so that from now on the company has at its free and entire disposal the amount of SIXTY-NINE THOUSAND EURO (EUR 69,000.-) as was certified to the undersigned notary.

The aforesaid proxy, after having been signed ne varietur by all the appearing persons and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with it with the registration authorities.

Fourth resolution

The meeting decides to introduce ten classes of ordinary shares (classes A, B, C, D, E, F, G, H, I and J shares) and to determine the rights attached to such classes as set out in the sixth resolution.

Fifth resolution

The meeting decides to convert the one thousand (1,000) existing ordinary shares into three hundred and ten (310) ordinary class A shares, seventy-seven (77) ordinary class B shares, seventy-seven (77) ordinary class C shares, seventy-seven (77) ordinary class D shares, seventy-seven (77) ordinary class E shares, seventy-seven (77) ordinary class F shares, seventy-seven (77) ordinary class G shares, seventy-seven (77) ordinary class H shares, seventy-seven (77) ordinary class I shares and seventy-four (74) ordinary class J.

Sixth resolution

The meeting decides to amend Article 3 of the Articles of Association so as to read as follows:

3.1. The issued Company's share capital is set at one hundred thousand euro (EUR 100,000.-) divided into:

- a. Three hundred and ten (310) class A ordinary shares of a par value of one hundred euro (EUR 100.-) each (the "Class A Shares");
 - b. Seventy-seven (77) class B ordinary shares of a par value of one hundred euro (EUR 100.-) each (the "Class B Shares"),
 - c. Seventy-seven (77) class C ordinary shares of a par value of one hundred euro (EUR 100.-) each (the "Class C Shares"),
 - d. Seventy-seven (77) class D ordinary shares of a par value of one hundred euro (EUR 100.-) each (the "Class D Shares"),
 - e. Seventy-seven (77) class E ordinary shares of a par value of one hundred euro (EUR 100.-) each (the "Class E Shares"),
 - f. Seventy-seven (77) class F ordinary shares of a par value of one hundred euro (EUR 100.-) each (the "Class F Shares");
 - g. Seventy-seven (77) class G ordinary shares of a par value of one hundred euro (EUR 100.-) each (the "Class G Shares"),
 - h. Seventy-seven (77) class H ordinary shares of a par value of one hundred euro (EUR 100.-) each (the "Class H Shares"),
 - i. Seventy-seven (77) class I ordinary shares of a par value of one hundred euro (EUR 100.-) each (the "Class I Shares"),
 - j. Seventy-four (74) class J ordinary shares of a par value of one hundred euro (EUR 100.-) each (the "Class J Shares")
- each share with such rights and obligations as set out in the Articles.

3.2 As and when a dividend distribution is decided by the general meeting of shareholders, the total amount of dividend will be distributed and allocated in accordance to the rights attached to the shares pursuant to the Articles. All shares in issue, except the shares of the last class ("last" refers to the alphabetical order), will entitle the holder thereof to an annual cumulative allocation of profits in an amount of 0.50% of the nominal value thereof.

3.3 Each share of the last class in issue pursuant to the alphabetical order will entitle the holder thereof to the remainder, if any, of the net profits, including profits carried forward (hereafter "Net Profits") divided by the number of the last class of shares in issue.

3.4 The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholder(s) of the Company adopted in the manner required for amendment of these Articles.

3.5 The capital of the Company may be reduced through the cancellation (which may imply or require a preceding repurchase, redemption or other relevant transaction) of all the shares in issue of one or more classes of shares of the Company. In the case of such cancellation the first class or classes of shares to be cancelled shall be the last class or the last classes in issue according to their alphabetical order (i.e. starting with the cancellation of Class J).

3.6 In case of cancellation of one class of shares, the aggregate amount to be paid to the shareholders of such class equals the "Available Amount". The Available Amount is defined as the total amount of:

1. Net Profits of the Company
2. plus any freely distributable share premium and other freely distributable reserves
3. plus the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the Class of shares to be cancelled.

The Available Amount will be distributed to the each holder of shares being so cancelled pro rata its holding in the class being so cancelled.

3.7 In case of cancellation on the same day of the two (or more) last classes of shares in issue, the above paragraph 3.6 will be applicable as if the cancellation of the shares belonging to these classes were shares of the last class in issue and the Available Amount will be distributed to each shareholder pro rata the fraction of (i) the nominal amount of share capital represented by its shareholding in the classes of shares being so cancelled over (ii) the nominal amount of share capital represented by all the shares of the classes being so cancelled.

To the extent permitted under Luxembourg laws and regulations, the Available Amount is limited to the Total Cancellation Amount as determined by the general meeting of shareholders. The Available Amount definition adds the freely distributable reserves to such Available Amount for distribution. As a consequence, the freely distributable reserves may be paid to the holders of one class of shares although initially contributed by the shareholders of all classes.

Seventh resolution

The meeting decides to cancel the paragraphs concerning the authorized capital in Article 3 of the By-laws.

Eighth resolution

The meeting decides to add two new paragraphs in Article 9 of the Articles of Association as follows:

"Shareholders may participate to a general meeting of shareholders by way of videoconference or by any other similar means of communication allowing their identification. These means of communication must comply with technical characteristics guaranteeing the effective participation to the meeting. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting. The meeting held by such means of communication is reputed held at the registered office of the Company.

Circular resolutions signed by all the shareholders shall be valid and binding in the same manner as if passed at a general meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical document stating the terms of the resolution accurately, and may be evidenced by letter, telefax or telex."

Ninth resolution

The meeting decides to insert a new Article between Article 10 and Article 11 and consequently renumbering of the Articles.

New Art. 11. In the event of a dissolution of the Company, the Company shall be liquidated by one or more liquidators, which are appointed by the general meeting of shareholders, which will determine their powers and fees. The liquidators shall have the most extensive powers for the realization of the assets and payment of the liabilities of the Company.

For the avoidance of doubt, at the time of the liquidation of the Company as a whole, the rules provided in these Articles for the allocation and or distribution of amounts applicable in the event of the redemptions or cancellation of class(es) of shares, will not apply.

Tenth resolution

The meeting decides the entire update of the Articles of Incorporation which will read as follows:

" **Art. 1.** There exists a company (société anonyme) under the name of ZENON BETEILIGUNGSGESELLSCHAFT A.G.

(hereafter the "Company").

The registered office is established in Luxembourg.

If extraordinary events of a political, economic, or social character, likely to impair normal activity at the registered office or easy communication between that office and foreign countries shall occur, or shall be imminent, the registered office may be provisionally transferred abroad. Such temporary measure shall, however, have no effect on the nationality of the Company, which notwithstanding such provisional transfer of the registered office, shall remain a Luxembourg company.

The registered office of the Company may be transferred to another address within the municipality of Luxembourg-city by resolution of the board of directors.

The Company is established for an unlimited period.

Art. 2. The object of the Company is the taking of participating interests, in whatsoever form, in other, either Luxembourg or foreign companies, and the management, control and development of such participating interests.

The Company may in particular acquire real estate and all types of transferable securities, either by way of contribution, subscription, option, purchase or otherwise, as well as realise them by sale, transfer, exchange or otherwise.

The Company may also acquire and manage all patents and other rights deriving from these patents or complementary thereto.

To the extent the laws and regulations applicable in Luxembourg allow it and to the extent it will not be in violation with any licensing or authorisation requirement, the Company may borrow and grant any assistance, loan, advance or guarantee to companies, in particular to group companies.

The Company may also perform any transactions in real estate and in transferable securities, and may carry on any commercial, industrial and financial activity, which it may deem necessary and useful to the accomplishment of its purposes.

Art. 3.

3.1 The issued Company's share capital is set at one hundred thousand (EUR 100,000,-) divided into:

a. Three hundred and ten (310) class A ordinary shares of a par value of one hundred euro (EUR 100.-) each (the "Class A Shares");

- b. Seventy-seven (77) class B ordinary shares of a par value of one hundred euro (EUR 100.-) each (the "Class B Shares"),
- c. Seventy-seven (77) class C ordinary shares of a par value of one hundred euro (EUR 100.-) each (the "Class C Shares"),
- d. Seventy-seven (77) class D ordinary shares of a par value of one hundred euro (EUR 100.-) each (the "Class D Shares"),
- e. Seventy-seven (77) class E ordinary shares of a par value of one hundred euro (EUR 100.-) each (the "Class E Shares"),
- f. Seventy-seven (77) class F ordinary shares of a par value of one hundred euro (EUR 100.-) each (the "Class F Shares");
- g. Seventy-seven (77) class G ordinary shares of a par value of one hundred euro (EUR 100.-) each (the "Class G Shares"),
- h. Seventy-seven (77) class H ordinary shares of a par value of one hundred euro (EUR 100.-) each (the "Class H Shares"),
- i. Seventy-seven (77) class I ordinary shares of a par value of one hundred euro (EUR 100.-) each (the "Class I Shares"),
- j. Seventy-four (74) class J ordinary shares of a par value of one hundred euro (EUR 100.-) each (the "Class J Shares") each share with such rights and obligations as set out in the Articles.

3.2 As and when a dividend distribution is decided by the general meeting of shareholders, the total amount of dividend will be distributed and allocated in accordance to the rights attached to the shares pursuant to the Articles. All shares in issue, except the shares of the last class ("last" refers to the alphabetical order), will entitle the holder thereof to an annual cumulative allocation of profits in an amount of 0.50% of the nominal value thereof.

3.3 Each share of the last class in issue pursuant to the alphabetical order will entitle the holder thereof to the remainder, if any, of the net profits, including profits carried forward (hereafter "Net Profits") divided by the number of the last class of shares in issue.

3.4 The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholder(s) of the Company adopted in the manner required for amendment of these Articles.

3.5 The capital of the Company may be reduced through the cancellation (which may imply or require a preceding repurchase, redemption or other relevant transaction) of all the shares in issue of one or more classes of shares of the Company. In the case of such cancellation the first class or classes of shares to be cancelled shall be the last class or the last classes in issue according to their alphabetical order (i.e. starting with the cancellation of Class J).

3.6 In case of cancellation of one class of shares, the aggregate amount to be paid to the shareholders of such class equals the "Available Amount". The Available Amount is defined as the total amount of:

1. Net Profits of the Company
2. plus any freely distributable share premium and other freely distributable reserves
3. plus the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the Class of shares to be cancelled.

The Available Amount will be distributed to the each holder of shares being so cancelled pro rata its holding in the class being so cancelled.

3.7 In case of cancellation on the same day of the two (or more) last classes of shares in issue, the above paragraph 3.6 will be applicable as if the cancellation of the shares belonging to these classes were shares of the last class in issue and the Available Amount will be distributed to each shareholder pro rata the fraction of (i) the nominal amount of share capital represented by its shareholding in the classes of shares being so cancelled over (ii) the nominal amount of share capital represented by all the shares of the classes being so cancelled.

To the extent permitted under Luxembourg laws and regulations, the Available Amount is limited to the Total Cancellation Amount as determined by the general meeting of shareholders. The Available Amount definition adds the freely distributable reserves to such Available Amount for distribution. As a consequence, the freely distributable reserves may be paid to the holders of one class of shares although initially contributed by the shareholders of all classes.

Art. 4. The Company shall be managed by a board of directors composed of at least three members, who need not to be shareholders. However, in case the Company is incorporated by a sole shareholder or that it is acknowledged in a general meeting of shareholders that the Company has only one shareholder left, the composition of the board of director may be limited to one (1) member only until the next ordinary general meeting acknowledging that there is more than one shareholder in the Company.

The directors shall be appointed for a period not exceeding six years and they shall be re-eligible; they may be removed at any time.

In the event of a vacant directorship previously appointed by general meeting, the remaining directors as appointed by general meeting have the right to provisionally fill the vacancy, such decision to be ratified by the next general meeting.

Art. 5. The board of directors has full power to perform such acts as shall be necessary or useful to the Company's object. All matters not expressly reserved to the general meeting by law or by the present Articles of Incorporation are within the competence of the board of directors.

In case the Company has only one director, such director exercises all the powers granted to the board of directors.

The board of directors shall choose from among its members a chairman; in the absence of the chairman, another director may preside over the meeting.

The board can validly deliberate and act only if the majority of its members are present or represented, a proxy between directors, which may be given by letter, telegram or telex, being permitted. In case of emergency, directors may vote by letter, telegram, telex or facsimile.

Any director may participate in any meeting of the board of directors by way of videoconference or by any other similar means of communication allowing their identification. These means of communication must comply with technical characteristics guaranteeing the effective participation to the meeting, which deliberation must be broadcasted uninterruptedly. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting. The meeting held by such means of communication is reputed held at the registered office of the Company.

Resolutions signed by all the directors shall be valid and binding in the same manner as if passed at a meeting of the board of directors duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical document stating the terms of the resolution accurately, and may be evidenced by letter, telefax or telex.

Resolutions shall require a majority vote. In case of a tie, the chairman has a casting vote.

According to article 60 of the law on Commercial Companies of 10 August 1915, as amended, the daily management of the Company as well as the representation of the Company in relation with this management may be delegated to one or more directors, officers, managers or other agents, associate or not, acting alone or jointly. Their nomination, revocation and powers shall be settled by a resolution of the board of directors. The delegation to a member of the board of directors shall entail the obligation for the board of directors to report each year to the ordinary general meeting on the salary, fees and any advantages granted to the delegate. The Company may also grant special powers by authentic proxy or power of attorney by private instrument.

The Company will be bound by the joint signature of two (2) directors or the sole signature of any persons to whom such signatory power shall be delegated by the board of directors. In case the board of directors is composed of one (1) member only, the Company will be bound by the signature of the sole director.

Art. 6. The Company shall be supervised by one or more auditors, who need not be shareholders; they shall be appointed for a period not exceeding six years and they shall be re-eligible; they may be removed at any time.

Art. 7. The Company's financial year shall begin on 1st January and shall end on 31st December of the same year.

Art. 8. The annual general meeting shall be held in Luxembourg at the registered office or such other place as indicated in the convening notices on the first Monday of June at 10 a.m.

If said day is a public holiday, the meeting shall be held the next following working day.

Art. 9. Convening notices of all general meetings shall be made in compliance with the legal provisions. If all the shareholders are present or represented and if they declare that they have had knowledge of the agenda submitted to their consideration, the general meeting may take place without previous convening notices.

The board of directors may decide that the shareholders desiring to attend the general meeting must deposit their bearer shares five clear days before the date fixed therefore. Every shareholder has the right to vote in person or by proxy, who need not be a shareholder.

Each share gives the right to one vote.

Shareholders may participate to a general meeting of shareholders by way of videoconference or by any other similar means of communication allowing their identification. These means of communication must comply with technical characteristics guaranteeing the effective participation to the meeting. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting. The meeting held by such means of communication is reputed held at the registered office of the Company.

Circular resolutions signed by all the shareholders shall be valid and binding in the same manner as if passed at a general meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical document stating the terms of the resolution accurately, and may be evidenced by letter, telefax or telex.

Art. 10. The general meeting of shareholders has the most extensive powers to carry out or ratify such acts as may concern the Company. It shall determine the appropriation and distribution of net profits, subject to the Articles. The board of directors is authorised to pay interim dividends in accordance with the terms prescribed by law.

Art. 11. In the event of a dissolution of the Company, the Company shall be liquidated by one or more liquidators, which are appointed by the general meeting of shareholders, which will determine their powers and fees. The liquidators shall have the most extensive powers for the realization of the assets and payment of the liabilities of the Company.

For the avoidance of doubt, at the time of the liquidation of the Company as a whole, the rules provided in these Articles for the allocation and or distribution of amounts applicable in the event of the redemptions or cancellation of class(es) of shares, will not apply.

Art. 12. The Law of August 10, 1915, on Commercial Companies, as amended, shall apply in so far as these Articles of Incorporation do not provide for the contrary."

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the company as a result of the present deed, are estimated at approximately EUR 2.500.-

There being no further business on the Agenda, the Meeting was thereupon closed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a German version. On request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the German text, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, all of whom are known to the notary by their surnames, Christian names, civil status and residences, the members of the bureau signed together with Us, the notary, the present original deed.

Folgt die Deutsche Übersetzung des Vorhergehenden Textes:

Im Jahre zweitausendundzehn, am dreiundzwanzigsten Februar.

Vor Notar Henri HELLINCKX, mit Amtssitze zu Luxemburg.

Traten zu einer außerordentlichen Generalversammlung zusammen die Aktionäre der Gesellschaft HICKORY PARTICIPATIONS S.A., mit Sitz in L-1145 Luxemburg, 180, rue des Aubépines, die gegründet wurde gemäß Urkunde aufgenommen durch den amtierenden Notar am 18. Dezember 2003, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations (das „Memorial“), Nummer 144 vom 4. Februar 2004. Die Satzung wurde abgeändert gemäß Urkunde aufgenommen durch den amtierenden Notar am 22. Dezember 2009, noch nicht im Mémorial veröffentlicht.

Den Vorsitz der Versammlung führt Frau Catherine DAY-ROYEMANS, Privatbeamtin, berufsmäßig ansässig in Luxemburg.

Zur Schriftführerin wird bestimmt Frau Christelle HERMANT-DOMANGE, Privatbeamtin, berufsmäßig ansässig in Luxemburg.

Die Versammlung wählt zum Stimmzähler Frau Viviane HENGEL, Privatbeamtin, berufsmäßig ansässig in Luxemburg.

Sodann stellt die Vorsitzende gemeinsam mit den Versammlungsteilnehmern Folgendes fest:

I.- Die Aktionäre sowie deren bevollmächtigte Vertreter sind unter Angabe des Namens, Vornamens, des Datums der Vollmachten sowie der Stückzahl der vertretenden Aktien auf einer Anwesenheitsliste mit ihrer Unterschrift eingetragen. Diese Anwesenheitsliste und die Vollmachten bleiben gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigelegt.

II.- Aus der Anwesenheitsliste geht hervor, dass sämtliche DREIHUNDERTZEHN (310) Aktien der Gesellschaft vertreten sind und die Versammlung demnach ordentlich zusammengesetzt ist und rechtmäßig über die Tagesordnung abstimmen kann, die den Gesellschaftern vor der Versammlung mitgeteilt worden war.

III.- Die Tagesordnung hat folgenden Wortlaut:

Tagesordnung

1. Umänderung des Gesellschaftsnamens und dementsprechende Abänderung des ersten Satzes in Artikel 1 der Satzung wie folgt: " Der Name der Gesellschaft (Aktiengesellschaft) ist ZENON BETEILIGUNGSGESELLSCHAFT A.G."

2. Abänderung von Artikel 2 der Satzung um ihm folgenden Wortlaut zu geben:

Art. 2. Zweck der Gesellschaft ist die Durchführung sämtlicher Geschäfte, welche direkt oder indirekt mit dem Erwerb, der Verwaltung, der Kontrolle und der Verwertung von Beteiligungen an allen in- oder ausländischen Unternehmen zusammenhängen.

Die Gesellschaft kann namentlich alle Arten von Wertpapieren erwerben, sei es durch Einlage, Zeichnung, Kaufoption, Kauf oder sonst jedweder Art, und dieselben durch Verkauf, Abtretung, Tausch oder sonst jedweder Art veräußern.

Darüber hinaus kann die Gesellschaft Patente und andere davon abgeleitete, oder dieselben ergänzenden, Rechte erwerben und verwerten.

Soweit die in Luxemburg geltenden Gesetze und Vorschriften es gestatten und soweit dies kein Verstoß gegen etwaige Lizenz- oder Berechtigungsvoraussetzung ist, kann die Gesellschaft Unterstützung, Darlehen, Vorauszahlung oder Garantien an und von Unternehmen, insbesondere an und von Konzernunternehmen gewähren und entleihen.

Die Gesellschaft darf außerdem alle Handels-, Industrie-, Mobiliar- und Immobiliengeschäfte, die sich direkt oder indirekt auf die vorbenannten Geschäfte beziehen oder deren Verwirklichung erleichtern können, ausführen.

3.- Aufstockung des Gesellschaftskapitals um einen Betrag von EUR 69.000,00 (neunundsechzigtausend Euro) um es von EUR 31.000,00 (einunddreißigtausend Euro) auf EUR 100.000,00 (einhunderttausend Euro) zu bringen durch die Schaffung von 690 (sechshundertneunzig) neuen Aktien mit einem Nennwert von je EUR 100,00 (einhundert Euro), welche voll in bar eingezahlt werden.

4.- Einführung von zehn Klassen Stammaktien (Klassen A, B, C, D, E, F, G, H, I und J Aktien) und Festsetzung ihrer jeweiligen Rechte.

6.-Umwandlung der eintausend (1.000) bestehenden Stammaktien in dreihundertundzehn (310) Klasse A Stammaktien, siebenundsiebzig (77) Klasse B Stammaktien, siebenundsiebzig (77) Klasse C Stammaktien, siebenundsiebzig (77) Klasse D Stammaktien, siebenundsiebzig (77) Klasse E Stammaktien, siebenundsiebzig (77) Klasse F Stammaktien, siebenundsiebzig (77) Klasse G Stammaktien, siebenundsiebzig (77) Klasse H Stammaktien, siebenundsiebzig (77) Klasse I Stammaktien und vierundsiebzig (74) Klasse J Stammaktien.

6. Dementsprechende Abänderung von Artikel 3 der Satzung um ihm folgenden Wortlaut zu geben:

3.1 Das ausgegebene Aktienkapital der Gesellschaft ist mit einhundert tausend (100.000,- EUR) festgesetzt und unterteilt in:

- a. Dreihundertundzehn (310) Klasse A Stammaktien im Nennwert von einhundert Euro (100.- EUR) jeweils (die "Klasse A Anteile");
- b. Siebenundsiebzig (77) Klasse B Stammaktien im Nennwert von einhundert Euro (100.- EUR) jeweils (die "Klasse B Anteile"),
- c. Siebenundsiebzig (77) Klasse C Stammaktien im Nennwert von einhundert Euro (100.- EUR) jeweils (die "Klasse C Anteile")
- d. Siebenundsiebzig (77) Klasse D Stammaktien im Nennwert von einhundert Euro (100.- EUR) jeweils (die "Klasse D Anteile"),
- e. Siebenundsiebzig (77) Klasse E Stammaktien im Nennwert von einhundert Euro (100.- EUR) jeweils (die " Klasse E Anteile "),
- f. Siebenundsiebzig (77) Klasse F Stammaktien im Nennwert von einhundert Euro (100.- EUR) jeweils (die " Klasse F Anteile ");
- g. Siebenundsiebzig (77) Klasse G Stammaktien im Nennwert von einhundert Euro (100.- EUR) jeweils (die " Klasse G Anteile "),
- h. Siebenundsiebzig (77) Klasse H Stammaktien im Nennwert von einhundert Euro (100.- EUR) jeweils (die " Klasse H Anteile "),
- i. Siebenundsiebzig (77) Klasse I Stammaktien im Nennwert von einhundert Euro (100.- EUR) jeweils (die " Klasse I Anteile "),
- j. Vierundsiebzig (74) Klasse J Stammaktien im Nennwert von einhundert Euro (100.- EUR) jeweils (die " Klasse J Anteile ")

jeder Anteil mit den in der Satzung festgelegten Rechten und Verpflichtungen.

3.2 Bei und wenn eine Dividendenausschüttung von der Hauptversammlung beschlossen wird, wird der gesamte Betrag der Dividenden entsprechend der an die Aktien gebundenen Rechte gemäß dieser Satzungen verteilt und beigemessen. Alle Aktien im Umlauf, mit Ausnahme der Aktien der letzten Klasse ("letzte" bezieht sich auf die alphabetische Reihenfolge), werden dem Inhaber jener, ein Anspruch auf die jährliche kumulierte Bemessungen der Gewinne im Betrag von 0,50% deren Nennwerts geben.

3.3 Jeder der sich im Umlauf befindlichen Aktien der letzten Klasse gemäß alphabetischer Reihenfolge gibt dem Inhaber dieser einen, Anspruch auf den verbleibenden Rest der Nettogewinne, sollte einer bestehen, einschließlich vorgetragener Gewinne (im folgenden "Nettogewinne"), geteilt durch die Anzahl der sich im Umlauf befindlichen Aktien der letzten Klasse.

3.4 Das Kapital der Gesellschaft kann, wie für Änderungen dieser und gemäß dieser Satzungen vorgesehen, durch Beschluss der (des) Aktieninhaber(s) erhöht oder herabgesetzt werden.

3.5 Das Kapital der Gesellschaft kann durch Stornierung (was vorherigen Rückkauf, Rückzahlung oder andere wesentliche Transaktion voraussetzt oder verlangt) aller sich im Umlauf befindlichen Aktien einer oder mehrerer Klassen der Gesellschaft herabgesetzt werden. Im Fall einer derartigen Stornierung, sollen die Aktien der zuerst zu kündigenden Klasse oder Klassen, die letzte Klasse oder die letzten Klassen im Umlauf gemäß ihrer alphabetischen Reihenfolge (insbes. beginnend mit der Stornierung von Klasse J) sein.

3.6 Im Fall einer Stornierung einer Klasse Aktien, entspricht der kumulierte Betrag, der an die Aktionäre dieser Klassen auszuzahlen ist, dem "verfügbaren Betrag". Der verfügbare Betrag definiert sich aus der Summe der:

1. Nettogewinne der Gesellschaft
2. zuzüglich aller frei zu verteilenden Aktienagios und anderer frei zu verteilender Rücklagen
3. zuzüglich dem Betrag der Kapitalherabsetzung und der Minderung von rechtlichen Rücklagen, die mit der Klasse der zu stornierenden Aktien verbunden sind.

Der verfügbare Betrag wird an jeden Inhaber von Aktien, die so storniert werden, anteilig seines Bestands in der zu stornierenden Klasse, verteilt.

3.7 Im Fall einer Stornierung von zwei (oder mehr) sich in Umlauf befindlichen letzten Klassen von Aktien am selben Tag, ist der oben angegebene Absatz 3.6 anwendbar, als sei die Stornierung derjenigen Aktien, die diesen Klassen zugehörig sind, für Aktien der letzten sich im Umlauf befindlichen Klasse und der verfügbare Betrag wird an alle Aktionäre anteilig

verteilt nach der sich ergebenden Bruchzahl aus (i) dem nominalen Betrag des Stammkapitals, welches im Anteilseigentum der so zu stornierenden Aktienklassen repräsentiert wird, über (ii) dem nominalen Betrag des Stammkapitals, der von allen Aktien der so zu stornierenden Klassen repräsentiert wird.

Soweit es unter den Gesetzen und Vorschriften Luxemburgs gestattet ist, ist der verfügbare Betrag auf den insgesamten Stornierungsbetrag begrenzt, wie durch die Hauptversammlung bestimmt. Die Definition des verfügbaren Betrags zählt die frei zu verteilenden Rücklagen zu diesem verfügbaren Betrag zur Ausschüttung hinzu. Folglich können die frei zu verteilenden Rücklagen an die Inhaber einer Aktienklasse ausgezahlt werden, obwohl ursprünglich von den Aktionären aller Klassen beigetragen.

7. Streichung der Abschnitte bezüglich des genehmigten Kapitals in Artikel 3 der Satzung.

8. Hinzufügung von zwei neuen Abschnitten in Artikel 9 der Satzung wie folgt:

Die Aktionäre können an der Hauptversammlung mittels Videokonferenz oder jedem anderen ähnlichen Kommunikationsmittel, der ihre Identitätsfeststellung ermöglicht, teilnehmen. Diese Kommunikationsmittel müssen den technischen Voraussetzungen, die eine wirksame Teilnahme an der Versammlung gewährleisten, entsprechen. Die Teilnahme an einer Versammlung mit diesen Mitteln kommt einer persönlichen Teilnahme an einer solchen Versammlung gleich. Die mit solchen Mitteln abgehaltene Versammlung wird angesehen als ob sie am eingetragenen Geschäftssitz der Gesellschaft abgehalten wird.

Beschlüsse im Umlaufverfahren, die von allen Aktionären unterschrieben werden, sollen genauso gültig und bindend sein, als seien sie bei der ordnungsgemäß einberufenen und abgehaltenen Hauptversammlung beschlossen worden. Diese Unterschriften können auf einem einzigen Dokument oder auf mehreren Kopien eines identischen Dokuments welches die Bedingungen des Beschlusses zutreffend erklärt, erscheinen und können durch Brief, Fax oder Telex bezeugt werden.

9. Hinzufügung eines neuen Artikels zwischen Artikel 10 und Artikel 11 und dementsprechende Neunummerierung der Artikel.

„ **Neuer Art. 11.** Im Fall einer Auflösung der Gesellschaft soll die Gesellschaft durch einen oder mehrere Liquidatoren abgewickelt werden, der oder die von der Aktionärhauptversammlung bestellt werden, welche deren oder dessen Entscheidungsbefugnisse und Gebühren festlegt. Die Liquidatoren sollen die weitestgehenden Entscheidungsbefugnisse zur Verwertung der Vermögenswerte und Zahlung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft haben.

Um Zweifel zu vermeiden, werden die in dieser Satzungen vorgesehenen Regeln, die bei Rückzahlungen oder Stornierungen einer oder mehrerer Klassen von Anteilen für die Bemessung und Verteilung von Beträgen anwendbar sind, zum Zeitpunkt der Abwicklung der Gesellschaft als Gesamtheit nicht angewendet.“

10. Komplette Neufassung der Satzung (laut beiliegendem Entwurf) um sie an die in der Tagesordnung erwähnten Beschlüsse anzupassen.

11. Verschiedenes.

Nach Beratung traf die Versammlung einstimmig folgende Beschlüsse:

Erster Beschluss:

Die Generalversammlung beschließt den Namen der Gesellschaft von HICKORY PARTICIPATIONS S.A. in ZENON BETEILIGUNGSGESELLSCHAFT A.G. sowie den ersten Satz in Artikel 1) der Satzung umzuändern um ihm fortan folgenden Wortlaut zu geben:

"Der Name der Gesellschaft (Aktiengesellschaft) ist ZENON BETEILIGUNGSGESELLSCHAFT A.G."

Zweiter Beschluss

Die Generalversammlung beschließt Artikel 2 der Satzung abzuändern um ihm fortan folgenden Wortlaut zu geben:

Art. 2. Zweck der Gesellschaft ist die Durchführung sämtlicher Geschäfte, welche direkt oder indirekt mit dem Erwerb, der Verwaltung, der Kontrolle und der Verwertung von Beteiligungen an allen in- oder ausländischen Unternehmen zusammenhängen.

Die Gesellschaft kann namentlich alle Arten von Wertpapieren erwerben, sei es durch Einlage, Zeichnung, Kaufoption, Kauf oder sonst jedweder Art, und dieselben durch Verkauf, Abtretung, Tausch oder sonst jedweder Art veräußern.

Darüber hinaus kann die Gesellschaft Patente und andere davon abgeleitete, oder dieselben ergänzenden, Rechte erwerben und verwerten.

Soweit die in Luxemburg geltenden Gesetze und Vorschriften es gestatten und soweit dies kein Verstoß gegen etwaige Lizenz- oder Berechtigungsvoraussetzung ist, kann die Gesellschaft Unterstützung, Darlehen, Vorauszahlung oder Garantien an und von Unternehmen, insbesondere an und von Konzernunternehmen gewähren und entleihen.

Die Gesellschaft darf außerdem alle Handels-, Industrie-, Mobiliar- und Immobiliengeschäfte, die sich direkt oder indirekt auf die vorbenannten Geschäfte beziehen oder deren Verwirklichung erleichtern können, ausführen.

Dritter Beschluss

Die Generalversammlung beschließt das Gesellschaftskapital um einen Betrag von NEUNUNDSECHZIG TAUSEND EURO (EUR 69.000,-) zu erhöhen um es von seinem jetzigen Stande von EINUNDREIßIG TAUSEND EURO (EUR

31.000,-) auf EINHUNDERTTAUSEND EURO (EUR 100.000,-) zu bringen durch die Schaffung von SECHS HUNDERT NEUNZIG (690) neuen Aktien von einem Nennwert von je EINHUNDERT EURO (EUR 100,-).

Die Generalversammlung, nachdem sie festgestellt hat, dass der bestehende Aktionär auf sein bevorzugtes Zeichnungsrecht verzichtet hat, beschließt zur Zeichnung aller SECHSHUNDERT NEUNZIG (690) neuen Aktien die Gesellschaft VALON S.A., mit Sitz in 283, route d'Arlon, L- 1150 Luxembourg.

Invervention - Zeichnung - Einzahlung

Sodann ist erschienen:

VALON S.A., vorbenannt,

hier vertreten durch Frau Viviane HENGEL, vorbenannt,

aufgrund einer Vollmacht ausgestellt am 18. Februar 2010,

welche erklärte sämtliche SECHSHUNDERTNEUNZIG (690) neuen Aktien zu zeichnen und dieselben voll in bar einzuzahlen, so dass die Summe von NEUNUNDSECHZIGTAUSEND EURO (EUR 69.000,-) der Gesellschaft ab sofort zur freien Verfügung steht, so wie dies dem amtierenden Notar nachgewiesen wurde.

Die vorerwähnte Vollmacht, nachdem sie ne varietur durch alle Komparenten und den amtierenden Notar paraphiert worden ist, bleibt beiliegender Urkunde beigegeben um mit derselben formalisiert zu werden.

Vierter Beschluss

Die Generalversammlung beschließt zehn Klassen Stammaktien (Klassen A, B, C, D, E, F, G, H, I und J Aktien) einzuführen und ihre jeweiligen Rechte wie im sechsten Beschluss angegeben festzusetzen.

Fünfter Beschluss

Die Generalversammlung beschließt die Umwandlung der eintausend (1.000) bestehenden Stammaktien in dreihundertundzehn (310) Klasse A Stammaktien, siebenundsiebzig (77) Klasse B Stammaktien, siebenundsiebzig (77) Klasse C Stammaktien, siebenundsiebzig (77) Klasse D Stammaktien, siebenundsiebzig (77) Klasse E Stammaktien, siebenundsiebzig (77) Klasse F Stammaktien, siebenundsiebzig (77) Klasse G Stammaktien, siebenundsiebzig (77) Klasse H Stammaktien, siebenundsiebzig (77) Klasse I Stammaktien und vierundsiebzig (74) Klasse J Stammaktien.

Sechster Beschluss

Die Generalversammlung beschließt Artikel 3 der Satzung abzuändern um ihm fortan folgenden Wortlaut zu geben:

3.1 Das ausgegebene Aktienkapital der Gesellschaft ist mit einhundert tausend (100.000,- EUR) festgesetzt und unterteilt in:

- a. Dreihundertundzehn (310) Klasse A Stammaktien im Nennwert von einhundert Euro (100.- EUR) jeweils (die "Klasse A Anteile");
- b. Siebenundsiebzig (77) Klasse B Stammaktien im Nennwert von einhundert Euro (100.- EUR) jeweils (die "Klasse B Anteile"),
- c. Siebenundsiebzig (77) Klasse C Stammaktien im Nennwert von einhundert Euro (100.- EUR) jeweils (die "Klasse C Anteile")
- d. Siebenundsiebzig (77) Klasse D Stammaktien im Nennwert von einhundert Euro (100.- EUR) jeweils (die " Klasse D Anteile "),
- e. Siebenundsiebzig (77) Klasse E Stammaktien im Nennwert von einhundert Euro (100.- EUR) jeweils (die " Klasse E Anteile "),
- f. Siebenundsiebzig (77) Klasse F Stammaktien im Nennwert von einhundert Euro (100.- EUR) jeweils (die " Klasse F Anteile ");
- g. Siebenundsiebzig (77) Klasse G Stammaktien im Nennwert von einhundert Euro (100.- EUR) jeweils (die " Klasse G Anteile "),
- h. Siebenundsiebzig (77) Klasse H Stammaktien im Nennwert von einhundert Euro (100.- EUR) jeweils (die " Klasse H Anteile "),
- i. Siebenundsiebzig (77) Klasse I Stammaktien im Nennwert von einhundert Euro (100.- EUR) jeweils (die " Klasse I Anteile "),
- j. Vierundsiebzig (74) Klasse J Stammaktien im Nennwert von einhundert Euro (100.- EUR) jeweils (die " Klasse J Anteile ")

jeder Anteil mit den in der Satzung festgelegten Rechten und Verpflichtungen.

3.2 Bei und wenn eine Dividendenausschüttung von der Hauptversammlung beschlossen wird, wird der gesamte Betrag der Dividenden entsprechend der an die Aktien gebundenen Rechte gemäß dieser Satzungen verteilt und beigemessen. Alle Aktien im Umlauf, mit Ausnahme der Aktien der letzten Klasse ("letzte" bezieht sich auf die alphabetische Reihenfolge), werden dem Inhaber jener, ein Anspruch auf die jährliche kumulierte Bemessungen der Gewinne im Betrag von 0,50% deren Nennwerts geben.

3.3 Jeder der sich im Umlauf befindlichen Aktien der letzten Klasse gemäß alphabetischer Reihenfolge gibt dem Inhaber dieser einen, Anspruch auf den verbleibenden Rest der Nettogewinne, sollte einer bestehen, einschließlich vorgetragener Gewinne (im folgenden "Nettogewinne"), geteilt durch die Anzahl der sich im Umlauf befindlichen Aktien der letzten Klasse.

3.4 Das Kapital der Gesellschaft kann, wie für Änderungen dieser und gemäß dieser Satzungen vorgesehen, durch Beschluss der (des) Aktieninhaber(s) erhöht oder herabgesetzt werden.

3.5 Das Kapital der Gesellschaft kann durch Stornierung (was vorherigen Rückkauf, Rückzahlung oder andere wesentliche Transaktion voraussetzt oder verlangt) aller sich im Umlauf befindlichen Aktien einer oder mehrerer Klassen der Gesellschaft herabgesetzt werden. Im Fall einer derartigen Stornierung, sollen die Aktien der zuerst zu kündigenden Klasse oder Klassen, die letzte Klasse oder die letzten Klassen im Umlauf gemäß ihrer alphabetischen Reihenfolge (insbes. beginnend mit der Stornierung von Klasse J) sein.

3.6 Im Fall einer Stornierung einer Klasse Aktien, entspricht der kumulierte Betrag, der an die Aktionäre dieser Klassen auszuzahlen ist, dem "verfügbaren Betrag". Der verfügbare Betrag definiert sich aus der Summe der:

1. Nettogewinne der Gesellschaft
2. zuzüglich aller frei zu verteilenden Aktienagios und anderer frei zu verteilender Rücklagen
3. zuzüglich dem Betrag der Kapitalherabsetzung und der Minderung von rechtlichen Rücklagen, die mit der Klasse der zu stornierenden Aktien verbunden sind.

Der verfügbare Betrag wird an jeden Inhaber von Aktien, die so storniert werden, anteilig seines Bestands in der zu stornierenden Klasse, verteilt.

3.7 Im Fall einer Stornierung von zwei (oder mehr) sich in Umlauf befindlichen letzten Klassen von Aktien am selben Tag, ist der oben angegebene Absatz 3.6 anwendbar, als sei die Stornierung derjenigen Aktien, die diesen Klassen zugehörig sind, für Aktien der letzten sich im Umlauf befindlichen Klasse und der verfügbare Betrag wird an alle Aktionäre anteilig verteilt nach der sich ergebenden Bruchzahl aus (i) dem nominalen Betrag des Stammkapitals, welches im Anteilseigentum der so zu stornierenden Aktienklassen repräsentiert wird, über (ii) dem nominalen Betrag des Stammkapitals, der von allen Aktien der so zu stornierenden Klassen repräsentiert wird.

Soweit es unter den Gesetzen und Vorschriften Luxemburgs gestattet ist, ist der verfügbare Betrag auf den insgesamten Stornierungsbetrag begrenzt, wie durch die Hauptversammlung bestimmt. Die Definition des verfügbaren Betrags zählt die frei zu verteilenden Rücklagen zu diesem verfügbaren Betrag zur Ausschüttung hinzu. Folglich können die frei zu verteilenden Rücklagen an die Inhaber einer Aktienklasse ausgezahlt werden, obwohl ursprünglich von den Aktionären aller Klassen beigetragen.

Siebenter Beschluss

Die Generalversammlung beschließt die Abschnitte bezüglich des genehmigten Kapitals in Artikel 3 der Satzung zu streichen.

Achter Beschluss

Die Generalversammlung beschließt zwei neue Abschnitte in Artikel 9 der Satzung hinzuzufügen welche wie folgt lauten:

Die Aktionäre können an der Hauptversammlung mittels Videokonferenz oder jedem anderen ähnlichen Kommunikationsmittel, der ihre Identitätsfeststellung ermöglicht, teilnehmen. Diese Kommunikationsmittel müssen den technischen Voraussetzungen, die eine wirksame Teilnahme an der Versammlung gewährleisten, entsprechen. Die Teilnahme an einer Versammlung mit diesen Mitteln kommt einer persönlichen Teilnahme an einer solchen Versammlung gleich. Die mit solchen Mitteln abgehaltene Versammlung wird angesehen als ob sie am eingetragenen Geschäftssitz der Gesellschaft abgehalten wird.

Beschlüsse im Umlaufverfahren, die von allen Aktionären unterschrieben werden, sollen genauso gültig und bindend sein, als seien sie bei der ordnungsgemäß einberufenen und abgehaltenen Hauptversammlung beschlossen worden. Diese Unterschriften können auf einem einzigen Dokument oder auf mehreren Kopien eines identischen Dokuments welches die Bedingungen des Beschlusses zutreffend erklärt, erscheinen und können durch Brief, Fax oder Telex bezeugt werden.

Neunter Beschluss

Die Generalversammlung beschließt einen neuen Artikel zwischen Artikel 10 und Artikel 11 hinzuzufügen und dementsprechend die folgenden Artikel neu zu numerieren.

„ **Neuer Art. 11.** Im Fall einer Auflösung der Gesellschaft soll die Gesellschaft durch einen oder mehrere Liquidatoren abgewickelt werden, der oder die von der Aktionärshauptversammlung bestellt werden, welche deren oder dessen Entscheidungsbefugnisse und Gebühren festlegt. Die Liquidatoren sollen die weitestgehenden Entscheidungsbefugnisse zur Verwertung der Vermögenswerte und Zahlung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft haben.

Um Zweifel zu vermeiden, werden die in dieser Satzungen vorgesehenen Regeln, die bei Rückzahlungen oder Stornierungen einer oder mehrerer Klassen von Anteilen für die Bemessung und Verteilung von Beträgen anwendbar sind, zum Zeitpunkt der Abwicklung der Gesellschaft als Gesamtheit nicht angewendet.“

Zehnter Beschluss

Die Generalversammlung beschließt die Satzung komplett neuzufassen um ihr fortan folgenden Wortlaut zu geben:

Art. 1. Der Name der Gesellschaft (Aktiengesellschaft) ist ZENON BETEILIGUNGSGESELLSCHAFT A.G.

Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg.

Sollten außergewöhnliche Ereignisse politischer, wirtschaftlicher oder sozialer Art eintreten oder bevorstehen, welche geeignet wären, die normale Geschäftsabwicklung am Gesellschaftssitz oder den reibungslosen Verkehr zwischen diesem Sitz und dem Ausland zu beeinträchtigen, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend, bis zur endgültigen Wiederherstellung normaler Verhältnisse, ins Ausland verlegt werden, und zwar unter Beibehaltung der luxemburgischen Staatszugehörigkeit.

Die Dauer der Gesellschaft ist unbegrenzt.

Art. 2. Zweck der Gesellschaft ist die Durchführung sämtlicher Geschäfte, welche direkt oder indirekt mit dem Erwerb, der Verwaltung, der Kontrolle und der Verwertung von Beteiligungen an allen in- oder ausländischen Unternehmen zusammenhängen.

Die Gesellschaft kann namentlich alle Arten von Wertpapieren erwerben, sei es durch Einlage, Zeichnung, Kaufoption, Kauf oder sonst jedweder Art, und dieselben durch Verkauf, Abtretung, Tausch oder sonst jedweder Art veräußern.

Darüber hinaus kann die Gesellschaft Patente und andere davon abgeleitete, oder dieselben ergänzenden, Rechte erwerben und verwerten.

Soweit die in Luxemburg geltenden Gesetze und Vorschriften es gestatten und soweit dies kein Verstoß gegen etwaige Lizenz- oder Berechtigungsvoraussetzung ist, kann die Gesellschaft Unterstützung, Darlehen, Vorauszahlung oder Garantien an und von Unternehmen, insbesondere an und von Konzernunternehmen gewähren und entleihen.

Die Gesellschaft darf außerdem alle Handels-, Industrie-, Mobiliar- und Immobiliengeschäfte, die sich direkt oder indirekt auf die vorbenannten Geschäfte beziehen oder deren Verwirklichung erleichtern können, ausführen.

Art. 3.

3.1 Das ausgegebene Aktienkapital der Gesellschaft ist mit einhundert tausend (100.000,- EUR) festgesetzt und unterteilt in:

a. Dreihundertundzehn (310) Klasse A Stammaktien im Nennwert von einhundert Euro (100.- EUR) jeweils (die "Klasse A Anteile");

b. Siebenundsiebzig (77) Klasse B Stammaktien im Nennwert von einhundert Euro (100.- EUR) jeweils (die "Klasse B Anteile"),

c. Siebenundsiebzig (77) Klasse C Stammaktien im Nennwert von einhundert Euro (100.- EUR) jeweils (die "Klasse C Anteile")

d. Siebenundsiebzig (77) Klasse D Stammaktien im Nennwert von einhundert Euro (100.- EUR) jeweils (die " Klasse D Anteile "),

e. Siebenundsiebzig (77) Klasse E Stammaktien im Nennwert von einhundert Euro (100.- EUR) jeweils (die " Klasse E Anteile "),

f. Siebenundsiebzig (77) Klasse F Stammaktien im Nennwert von einhundert Euro (100.- EUR) jeweils (die " Klasse F Anteile ");

g. Siebenundsiebzig (77) Klasse G Stammaktien im Nennwert von einhundert Euro (100.- EUR) jeweils (die " Klasse G Anteile "),

h. Siebenundsiebzig (77) Klasse H Stammaktien im Nennwert von einhundert Euro (100.- EUR) jeweils (die " Klasse H Anteile "),

i. Siebenundsiebzig (77) Klasse I Stammaktien im Nennwert von einhundert Euro (100.- EUR) jeweils (die " Klasse I Anteile "),

j. Vierundsiebzig (74) Klasse J Stammaktien im Nennwert von einhundert Euro (100.- EUR) jeweils (die " Klasse J Anteile ")

jeder Anteil mit Rechten und Verpflichtungen in dieser Satzungen erklärt.

3.2 Bei und wenn eine Dividendenausschüttung von der Hauptversammlung beschlossen wird, wird der gesamte Betrag der Dividenden entsprechend der an die Aktien gebundenen Rechte gemäß dieser Satzungen verteilt und bemessen. Alle Aktien im Umlauf, mit Ausnahme der Aktien der letzten Klasse ("letzte" bezieht sich auf die alphabetische Reihenfolge), werden dem Inhaber jener, ein Anspruch auf die jährliche kumulierte Bemessungen der Gewinne im Betrag von 0,50% deren Nennwerts geben.

3.3 Jeder der sich im Umlauf befindlichen Aktien der letzten Klasse gemäß alphabetischer Reihenfolge gibt dem Inhaber dieser einen, Anspruch auf den verbleibenden Rest der Nettogewinne, sollte einer bestehen, einschließlich vorgetragener Gewinne (im folgenden "Nettogewinne"), geteilt durch die Anzahl der sich im Umlauf befindlichen Aktien der letzten Klasse.

3.4 Das Kapital der Gesellschaft kann, wie für Änderungen dieser und gemäß dieser Satzungen vorgesehen, durch Beschluss der (des) Aktieninhaber(s) erhöht oder herabgesetzt werden.

3.5 Das Kapital der Gesellschaft kann durch Stornierung (was vorherigen Rückkauf, Rückzahlung oder andere wesentliche Transaktion voraussetzt oder verlangt) aller sich im Umlauf befindlichen Aktien einer oder mehrerer Klassen der Gesellschaft herabgesetzt werden. Im Fall einer derartigen Stornierung, sollen die Aktien der zuerst zu kündigenden Klasse oder Klassen, die letzte Klasse oder die letzten Klassen im Umlauf gemäß ihrer alphabetischen Reihenfolge (insbes. beginnend mit der Stornierung von Klasse J) sein.

3.6 Im Fall einer Stornierung einer Klasse Aktien, entspricht der kumulierte Betrag, der an die Aktionäre dieser Klassen auszuzahlen ist, dem "verfügbaren Betrag". Der verfügbare Betrag definiert sich aus der Summe der:

1. Nettogewinne der Gesellschaft
2. zuzüglich aller frei zu verteilenden Aktienagios und anderer frei zu verteilender Rücklagen
3. zuzüglich dem Betrag der Kapitalherabsetzung und der Minderung von rechtlichen Rücklagen, die mit der Klasse der zu stornierenden Aktien verbunden sind.

Der verfügbare Betrag wird an jeden Inhaber von Aktien, die so storniert werden, anteilig seines Bestands in der zu stornierenden Klasse, verteilt.

3.7 Im Fall einer Stornierung von zwei (oder mehr) sich in Umlauf befindlichen letzten Klassen von Aktien am selben Tag, ist der oben angegebene Absatz 3.6 anwendbar, als sei die Stornierung derjenigen Aktien, die diesen Klassen zugehörig sind, für Aktien der letzten sich im Umlauf befindlichen Klasse und der verfügbare Betrag wird an alle Aktionäre anteilig verteilt nach der sich ergebenden Bruchzahl aus (i) dem nominalen Betrag des Stammkapitals, welches im Anteilseigentum der so zu stornierenden Aktienklassen repräsentiert wird, über (ii) dem nominalen Betrag des Stammkapitals, der von allen Aktien der so zu stornierenden Klassen repräsentiert wird.

Soweit es unter den Gesetzen und Vorschriften Luxemburgs gestattet ist, ist der verfügbare Betrag auf den insgesamten Stornierungsbetrag begrenzt, wie durch die Hauptversammlung bestimmt. Die Definition des verfügbaren Betrags zählt die frei zu verteilenden Rücklagen zu diesem verfügbaren Betrag zur Ausschüttung hinzu. Folglich können die frei zu verteilenden Rücklagen an die Inhaber einer Aktienklasse ausgezahlt werden, obwohl ursprünglich von den Aktionären aller Klassen beigetragen.

Art. 4. Die Gesellschaft wird durch einen Verwaltungsrat von mindestens drei Mitgliedern verwaltet, deren Mitglieder nicht Aktionäre zu sein brauchen. Die Gesellschaft, die bei der Gründung nur einen Aktionär hat oder wo die Hauptversammlung später feststellt, dass nur noch ein Aktionär alle Aktien hält, kann durch einen Verwaltungsrat mit nur einem Mitglied verwaltet werden.

Die Amtszeit der Verwaltungsratsmitglieder darf sechs Jahre nicht überschreiten; die Wiederwahl ist zulässig. Sie können von der Generalversammlung jederzeit abberufen werden.

Scheidet ein durch die Generalversammlung der Aktionäre ernanntes Verwaltungsratsmitglied vor Ablauf seiner Amtszeit aus, so können die auf gleiche Art ernannten verbleibenden Mitglieder des Verwaltungsrates einen vorläufigen Nachfolger bestellen. Die nächstfolgende Hauptversammlung nimmt die endgültige Wahl vor.

Art. 5. Der Verwaltungsrat hat die weitestgehenden Befugnisse, alle Handlungen vorzunehmen, welche zur Verwirklichung des Gesellschaftszweckes notwendig sind oder diesen fördern. Alles, was nicht durch das Gesetz oder die gegenwärtige Satzung der Hauptversammlung vorbehalten ist, fällt in den Zuständigkeitsbereich des Verwaltungsrates.

Wenn die Gesellschaft einen Verwaltungsrat mit nur einem Mitglied hat, so hat auch dieses Mitglied allein die weitestgehenden Befugnisse, alle Handlungen vorzunehmen, welche zur Verwirklichung des Gesellschaftszweckes notwendig sind oder diesen fördern.

Der Verwaltungsrat muss aus seiner Mitte einen Vorsitzenden bestellen; in dessen Abwesenheit muss der Vorsitz einem anwesenden Verwaltungsratsmitglied übertragen werden.

Der Verwaltungsrat ist nur beschlussfähig, wenn die Mehrzahl seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist. Die Vertretung durch ein entsprechend bevollmächtigtes Verwaltungsratsmitglied, die schriftlich, telegraphisch oder fernschriftlich erfolgen kann, ist gestattet. In Dringlichkeitsfällen kann die Abstimmung auch durch einfachen Brief, Telegramm, Fernschreiben oder Fernkopierer erfolgen.

Die Beschlüsse des Verwaltungsrates können einstimmig durch Zirkularbeschluss gefasst werden. Die Zustimmung muss schriftlich erfolgen und wird dem Protokoll der Verwaltungsratssitzung beigefügt.

Die Beschlüsse des Verwaltungsrates werden mit Stimmenmehrheit gefasst; bei Stimmgleichheit entscheidet die Stimme des Vorsitzenden.

Gemäß Artikel 60 kann der Verwaltungsrat seine Befugnisse hinsichtlich der laufenden Geschäftsführung sowie die diesbezügliche Vertretung der Gesellschaft an einen oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder, Direktoren, Geschäftsführer oder andere Bevollmächtigte übertragen, die einzeln oder gemeinschaftlich handeln können und nicht Aktionäre zu sein brauchen. Der Verwaltungsrat beschließt ihre Ernennung, ihre Abberufung und ihre Befugnisse.

Bei der Übertragung der laufenden Geschäftsführung an einzelne seiner Mitglieder verpflichtet sich der Verwaltungsrat, der jährlichen Hauptversammlung Bericht zu erstatten über alle Gehälter, Dienstbezüge und sonstige, dem Befugten zugestandenen Vorteile.

Die Gesellschaft kann auch spezielle Mandate durch beglaubigte-oder Privatvollmacht übertragen.

Die Gesellschaft wird durch die gemeinschaftliche Unterschrift von zwei Mitgliedern des Verwaltungsrates oder durch die Einzelunterschrift des Bevollmächtigten des Verwaltungsrates rechtsgültig verpflichtet. Wenn die Gesellschaft einen Verwaltungsrat mit nur einem Mitglied hat, so ist dieses Mitglied alleine zeichnungsberechtigt.

Art. 6. Die Aufsicht der Gesellschaft obliegt einem oder mehreren Kommissaren, welche nicht Aktionäre zu sein brauchen; ihre Amtszeit darf sechs Jahre nicht überschreiten; die Wiederwahl ist zulässig, sie können beliebig abberufen werden.

Art. 7. Das Geschäftsjahr läuft vom 01.01 bis zum 31.12.

Art. 8. Die jährliche Hauptversammlung findet statt am ersten Montag im Juni um 10.00 Uhr in Luxemburg, am Gesellschaftssitz oder an einem andern, in der Einberufung angegebenen Ort.

Sofern dieser Tag ein Sonn- oder Feiertag ist, findet die Hauptversammlung am ersten darauf folgenden Werktag statt.

Art. 9. Die Einberufungen zu jeder Hauptversammlung unterliegen den gesetzlichen Bestimmungen. Von diesem Erfordernis kann abgesehen werden, wenn sämtliche Aktionäre anwesend oder vertreten sind und sofern sie erklären, den Inhalt der Tagesordnung im Voraus gekannt zu haben.

Der Verwaltungsrat kann verfügen, dass die Aktionäre, um zur Hauptversammlung zugelassen zu werden, ihre Aktien fünf volle Tage vor dem für die Versammlung festgesetzten Datum hinterlegen müssen; jeder Aktionär kann sein Stimmrecht selbst oder durch einen Vertreter, der nicht Aktionär zu sein braucht, ausüben.

Jede Aktie gibt Anrecht auf eine Stimme.

Die Aktionäre können an der Hauptversammlung mittels Videokonferenz oder jedem anderen ähnlichen Kommunikationsmittel, der ihre Identitätsfeststellung ermöglicht, teilnehmen. Diese Kommunikationsmittel müssen den technischen Voraussetzungen, die eine wirksame Teilnahme an der Versammlung gewährleisten, entsprechen. Die Teilnahme an einer Versammlung mit diesen Mitteln kommt einer persönlichen Teilnahme an einer solchen Versammlung gleich. Die mit solchen Mitteln abgehaltene Versammlung wird angesehen als ob sie am eingetragenen Geschäftssitz der Gesellschaft abgehalten wird.

Beschlüsse im Umlaufverfahren, die von allen Aktionären unterschrieben werden, sollen genauso gültig und bindend sein, als seien sie bei der ordnungsgemäß einberufenen und abgehaltenen Hauptversammlung beschlossen worden. Diese Unterschriften können auf einem einzigen Dokument oder auf mehreren Kopien eines identischen Dokuments welches die Bedingungen des Beschlusses zutreffend erklärt, erscheinen und können durch Brief, Fax oder Telex bezeugt werden.

Art. 10. Die Hauptversammlung der Aktionäre hat die weitestgehenden Befugnisse, über sämtliche Angelegenheiten der Gesellschaft zu befinden und alle diesbezüglichen Beschlüsse zu genehmigen.

Sie befindet über die Verwendung und Verteilung des Reingewinnes.

Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, vorbehaltlich der Genehmigung des Kommissars und gemäß den gesetzlichen Bestimmungen, Vorschussdividenden auszuzahlen.

Art. 11. Im Fall einer Auflösung der Gesellschaft soll die Gesellschaft durch einen oder mehrere Liquidatoren abgewickelt werden, der oder die von der Aktionärshauptversammlung bestellt werden, welche deren oder dessen Entscheidungsbefugnisse und Gebühren festlegt. Die Liquidatoren sollen die weitestgehenden Entscheidungsbefugnisse zur Verwertung der Vermögenswerte und Zahlung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft haben.

Um Zweifel zu vermeiden, werden die in dieser Satzungen vorgesehenen Regeln, die bei Rückzahlungen oder Stornierungen einer oder mehrerer Klassen von Anteilen für die Bemessung und Verteilung von Beträgen anwendbar sind, zum Zeitpunkt der Abwicklung der Gesellschaft als Gesamtheit nicht angewendet."

Art. 12. Die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften einschließlich der Änderungsgesetze finden ihre Anwendung überall dort, wo die vorliegende Satzung keine abweichende Bestimmung vorsieht."

Kosten

Der Gesamtbetrag der Kosten, Ausgaben, Vergütungen und Auslagen, unter welcher Form auch immer, welche der Gesellschaft aus Anlass der getätigten Kapitalerhöhung entstehen, beläuft sich auf ungefähr EUR 2.500,-

Da hiermit die Tagesordnung erschöpft ist, erklärt die Vorsitzende die Generalversammlung für geschlossen.

Der amtierende Notar, der der englischen Sprache kundig ist, stellt hiermit fest, dass auf Ersuchen der Erschienenen, diese Urkunde in englischer Sprache verfasst ist, gefolgt von einer Übersetzung in deutscher Sprache und im Falle von Abweichung zwischen dem englischen und dem deutschen Text, die englische Fassung maßgebend ist.

Worüber Urkunde aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Erschienenen, dem beurkundenden Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, sowie Stand und Wohnort bekannt, haben die Erschienenen mit demammlungsvorstand und dem beurkundenden Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: C. DAY-ROYEMANS, C. HERMANT-DOMANGE, V. HENGEL und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 3 mars 2010. Relation: LAC/2010/9503. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR)

Le Releveur (signé): F. SANDT.

Luxemburg, den 24. März 2010.

Référence de publication: 2010043627/831.

(100044421) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2010.

Cordell Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 54, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 112.729.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires tenue au siège social le 22 mars 2010:

1) L'Assemblée décide de nommer aux fonctions de commissaire aux comptes de la société avec effet immédiat, Revisora S.A., R.C.S. Luxembourg B 145.505, ayant son siège social au 54, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg pour une période se terminant lors de l'assemblée générale annuelle devant se tenir en 2011.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CORDELL INVESTMENTS S.A.

Référence de publication: 2010043443/13.

(100043905) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2010.

Standard Opportunities S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8210 Mamer, 96, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 88.276.

Le Bilan au 31/12/2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mamer.

Signature.

Référence de publication: 2010043444/10.

(100043666) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2010.

Standard Opportunities S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8210 Mamer, 96, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 88.276.

Le Bilan au 31/12/2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mamer.

Signature.

Référence de publication: 2010043447/10.

(100043670) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2010.

Duke's, Société Anonyme.

Siège social: L-1734 Luxembourg, 2, rue Carlo Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 119.204.

EXTRAIT

Il ressort du procès-verbal de l'assemblée générale tenue extraordinairement en date du 24 mars 2010:

- que la démission de M. Anders JONSSON et de Mme Cathrin LUNDBERG comme administrateurs a été acceptée avec effet immédiat.

- que Mme Martine KAPP, employée privée, demeurant professionnellement à 6a, Circuit de la Foire Internationale, L-1347 Luxembourg a été nommée administrateur de catégorie A.

- Son mandat prendra fin lors de l'assemblée générale qui se tiendra en 2012.

Pour extrait conforme

Un administrateur

Référence de publication: 2010043449/16.

(100043920) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2010.

Grove Holdings 1, Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 2.800.000,00.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 120.584.

—
Extrait du registre des parts sociales

Il résulte de divers contrats de transfert de parts sociales, les transferts suivants:

Le 26 février 2010 la société Stichting Administratiekantoor Grove Holdings a transféré 640 (six cent quarante) parts de Classe D qu'elle détenait dans la Société à:

- Symphony Technology II-A, LP.: 640 (six cent quarante) part de Classe D

Depuis le 26 février 2010, les parts sociales de la Société sont réparties comme suit:

Symphony Technology II-A, L.P.: 60.791 (soixante mille sept cents quatre vingt-onze) parts de Classe A et 2.680 (deux mille six cent quatre vingt) parts de Classe D

Grove Holdings A, LLC: 1 (une) part de Classe A

Grove Holdings B, LLC: 1 (une) part de Classe A

Grove Holdings C, LLC: 1 (une) part de Classe A

Grove Holdings D, LLC: 1 (une) part de Classe A

Grove Holdings E, LLC: 1 (une) part de Classe A

Grove Holdings F, LLC: 1 (une) part de Classe A

Grove Holdings G, LLC: 1 (une) part de Classe A

Grove Holdings H, LLC: 1 (une) part de Classe A

Grove Holdings I, LLC: 1 (une) part de Classe A

Red Mountain Holding, NV: 8.400 (huit mille quatre cents) parts de Classe B

PGMS NV: 1.200 (mille deux cent) parts de Classe C

Stichting Administratiekantoor Grove Holdings: 5.696 (cinq mille six cents quatre-vingt seize) parts de Classe D

Monsieur Arno Eitz: 32 (trente-deux) parts de Classe D

Monsieur Cornel Bender: 32 (trente-deux) parts de Classe D

Monsieur Gerhard Schoffro: 32 (trente-deux) parts de Classe D

Monsieur Olivier De Decker: 64 (soixante-quatre) parts de Classe D

Monsieur Armin Schmitt: 400 (quatre cents) parts de Classe D

Monsieur Peter Schurau: 600 (six cents) parts de Classe D

Monsieur Maurizio Gregorio Bradlaw: 64 (soixante-quatre) parts de Classe D

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un mandataire

Signatures

Référence de publication: 2010043867/38.

(100044077) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2010.

Standard Opportunities S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8210 Mamer, 96, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 88.276.

Le Bilan au 31/12/2004 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mamer.

Signature.

Référence de publication: 2010043450/10.

(100043671) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2010.

New Office S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1811 Luxembourg, 5, rue de l'Industrie.
R.C.S. Luxembourg B 105.923.

Les comptes annuels au 31/12/2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010043452/10.

(100043741) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2010.

Everlight International, S. A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 47, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 141.738.

Lors du Conseil d'Administration tenu en date du 19 mars 2010, Monsieur Matthijs BOGERS, Administrateur avec adresse professionnelle au 47, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, a été nommé également président du Conseil d'Administration de la société avec effet immédiat et pour une période venant à échéance lors de l'Assemblée Générale Annuelle qui se tiendra en 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 mars 2010.

Pour Everlight International S.A.

Stéphane HEPINEUZE

Administrateur

Référence de publication: 2010043453/16.

(100043349) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2010.

Belvit Holding SA, Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 16A, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 46.564.

LIQUIDATION JUDICIAIRE

Par jugement du 25 mars 2010, le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, sixième chambre, siégeant en matière commerciale, a prononcé la dissolution et ordonné la liquidation de la société ci-après, conformément à l'article 203 de la loi modifiée du 10 août 1915:

- BELVIT HOLDING S.A., dont le siège social à L-1528 Luxembourg, 16a, boulevard de la Foire, a été dénoncé en date du 12 décembre 2007, inscrite au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RC B46564

Le même jugement a nommé juge-commissaire Madame Carole BESCH, juge au tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, et désigné comme liquidateur Maître Aziza GOMRI, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg.

Pour extrait conforme

Me Aziza GOMRI

Liquidateur

Référence de publication: 2010043546/18.

(100044606) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2010.

New Office S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1811 Luxembourg, 5, rue de l'Industrie.
R.C.S. Luxembourg B 105.923.

Les comptes annuels au 31/12/2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010043455/10.

(100043742) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2010.

C6Med S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 2-4, avenue Marie-Thérèse.
R.C.S. Luxembourg B 106.020.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010043457/10.

(100043589) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2010.

Circle Printers Europe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 33, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 142.915.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010043459/9.

(100043881) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2010.

Isidro International S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 11.906.

Extract of the Meeting of the Board of Directors held in Luxembourg on October 13th, 2009 at 2:00 p.m.

According to the article 64 (2) of the amended law dated August 10, 1915 relating to commercial companies, the directors decided to appoint Mrs Chantal Mathu as Chairwoman of the Board of Directors. Mrs Mathu is appointed for the whole duration of her mandate, until the Annual General Meeting of 2015.

For true copy

Extrait des résolutions prises lors du Conseil d'Administration du 13 octobre 2009 à 14 heures

Conformément aux dispositions de l'article 64 (2) de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, les administrateurs élisent en leur sein un Président en la personne de Madame Chantal Mathu. Cette dernière assumera cette fonction pendant la durée de son mandat, jusqu'à l'Assemblée Générale de l'année 2015.

Luxembourg, le 13 octobre 2009.

ISIDRO INTERNATIONAL S.A.

Signature / Signature

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2010043460/20.

(100043292) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2010.

Garlaban Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 99.955.

Extrait des résolutions prises lors de la réunion du Conseil d'Administration tenue en date du 19 mars 2010

- Conformément aux dispositions de l'article 64 (2) de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, les Administrateurs élisent en leur sein un Président en la personne de Madame Nicole THIRION. Cette dernière assumera cette fonction pendant la durée de son mandat, soit jusqu'à l'Assemblée Générale Statutaire de 2015.

Fait à Luxembourg, le 19 mars 2010.

Certifié sincère et conforme

GARLABAN HOLDING S.A.

A. BOULHAIS / N. VENTURINI

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2010043461/16.

(100043289) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2010.

M.B.S. Buildings SA, Société Anonyme.

Siège social: L-7333 Steinsel, 67, rue des Prés.

R.C.S. Luxembourg B 122.419.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010043463/9.

(100043439) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2010.

Xandra International S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 151.815.

Notification de cession de parts sociales

Suite à la convention de cession de parts sociales, signée en date du 22 mars 2010, entre:

Capvis Equity III L.P., une société de droit de Jersey, enregistrée auprès du Registre du Jersey Financial Services Commission sous le numéro 909, ayant son siège social au 28, New Street, St Helier, Jersey JE2 3TE

et

SGG S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 65.906, ayant son siège social au 412F, route d'Esch à L-2086 Luxembourg,

l'actionnariat de XANDRA INTERNATIONAL S.à r.l se compose comme suit:

- Capvis Equity III L.P., une société de droit de Jersey, enregistrée auprès du Registre du Jersey Financial Services Commission sous le numéro 909, ayant son siège social au 28, New Street, St Helier, Jersey JE2 3TE, détenant 125 parts sociales.

Pour la Société

S G G S.A.

412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg

Signatures

Référence de publication: 2010043465/23.

(100043642) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2010.

Special Solutions S.A., Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 152.107.

STATUTES

In the year two thousand and ten, on the eight day of March.

Before Maître Joseph ELVINGER, notary public residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Stichting Augustus Invest, a foundation (Stichting) established under the laws of The Netherlands, having its statutory office in The Netherlands at 1079 LH Amsterdam, Amsteldijk 166 and registered with the Amsterdam Chamber of Commerce under number 34379572.

Being represented by Ms Flora Gibert, jurist, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal, which, initialled "ne varietur" by the appearing person and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, acting in the hereinabove stated capacities, has requested the notary to draw up the following articles of incorporation of a public limited liability company (société anonyme), which it declared to establish.

BY-LAWS:

Chapter I. - Name, Registered office, Object, Duration.

1. Form, Corporate name.

1.1 There is hereby formed a Luxembourg public limited liability company (société anonyme) (the "Company") governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and in particular the Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "1915 Law") and by the present articles of incorporation (the "Articles"). The

Company shall be subject to the Luxembourg law dated 22 March 2004 on securitisation, as amended (the "Securitisation Law").

1.2 The Company exists under the firm name of "Special Solutions S.A."

2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company is established in Luxembourg-City (Grand Duchy of Luxembourg).

2.2 It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the sole shareholder of the Company (the "Sole Shareholder" or the "Shareholder") or in case of plurality of shareholders by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

2.3 The board of directors of the Company (the "Board of Directors") or the sole director of the Company (the "Sole Director") is authorised to change the address of the Company inside the municipality of the Company's registered office.

2.4 Should any political, economic or social events of an exceptional nature occur or threaten to occur which are likely to affect the normal functioning of the registered office or communications with abroad, the registered office may be provisionally transferred abroad until such time as circumstances have completely returned to normal. Such decision will not affect the Company's nationality which will notwithstanding such transfer, remain that of a Luxembourg company. The decision as to the transfer abroad of the registered office will be made by the Board of Directors or by the Sole Director.

3. Object.

3.1 The corporate object of the Company is to act as acquisition and/or issuing entity in the context of one or several securitisation operations governed by and under the Securitisation Law.

3.2 The Company may enter into any transactions by which it acquires or assumes, directly or indirectly or through another entity or synthetically, risks relating to receivables, other assets or liabilities of third parties or inherent to all or part of the activities carried out by third parties. The acquisition or assumption of such risks by the Company will be financed by the issuance of securities or participating certificates (Gennssscheine) by itself or by another securitisation entity the value or return of which depend on the risks acquired or assumed by the Company. For the avoidance of doubt, the Company is not subject to any risk-diversification requirements.

3.3 Without prejudice to the generality of the foregoing, the Company may in particular:

(a) subscribe or acquire in any other appropriate manner any securities or financial instruments (in the widest sense of the word) issued by international institutions or organisations, sovereign states, public and private companies;

(b) subscribe or acquire any other participations in companies, partnerships or other undertakings, which do not qualify as securities or financial instruments, provided that the Company will not actively intervene with the management of such undertakings in which it holds a holding, directly or indirectly;

(c) acquire loan receivables which may or may not be embedded in securities;

(d) sell, transfer, assign, charge or otherwise dispose of its assets in such manner and for such compensation as the Board of Directors, the Sole Director or any person appointed for such purpose shall approve at such time;

(e) in the furtherance of its object, manage, apply or otherwise use all of its assets, securities or other financial instruments, and provide, within the limits of article 61(3) of the Securitisation Law, for any kind of guarantees and security rights, by way of mortgage, pledge, charge or other means over the assets and rights held by the Company;

(f) in the context of the management of its assets, enter into securities lending transactions and repo agreements;

(g) enter into and perform derivatives transactions (including, but not limited to, swaps, futures, forwards and options) and any similar transactions;

(h) issue bonds, notes, participating certificates (Genussscheine) or any other form of debt securities (including by way of participation interest) or equity securities the return or value of which shall depend on the risks acquired or assumed by the Company; and

(i) enter into loan agreements as borrower within the scope of the Securitisation Law, in particular in order to fund the acquisition or assumption of risks (i.e. prior to the issuance of the securities or, more generally, where the Company acts as acquisition entity), to comply with any payment or other obligation it has under any of its securities or any agreement entered into within the context of its activities and insofar it seems to be useful and necessary within in the context of the transaction.

3.4 The Company may take any measure to safeguard its rights and make any transactions whatsoever which are directly or indirectly connected with or useful for its purposes and which are able to promote their accomplishment or development.

4. Compartments.

4.1 In accordance with the Securitisation Law, the Board of Directors or the Sole Director is entitled to create one or more compartments corresponding each to a separate part of the Company's estate.

4.2 Subject to article 4.4 below, all assets allocated to a compartment are exclusively available to investors thereunder and the creditors whose claims have arisen in connection with the creation, operation or liquidation of that compartment.

4.3 Notwithstanding the foregoing, if, following the redemption or repayment in full of the borrowings of the Company attributable to a compartment and the satisfaction in full and termination of all obligations of the Company to other creditors whose claims have arisen in connection with such borrowings or the creation, operation or liquidation of that compartment, there remain assets under such compartment, the Board of Directors or the Sole Director may allocate such assets to another compartment or to the general estate of the Company.

4.4 Claims which are not incurred in relation to the creation, operation or liquidation of a specific compartment may be paid out of the general estate of the Company or may be apportioned by the Board of Directors or the Sole Director between the Company's compartments on a pro rata basis of the assets of those compartments or on such other basis as it may deem more appropriate.

4.5 The Board of Directors or the Sole Director or its delegates, shall establish and maintain separate accounting records for each compartment of the Company.

4.6 The liquidation of a compartment is decided by the Board of Directors or by the Sole Director.

5. Duration. The Company is formed for an unlimited duration.

Chapter II - Capital

6. Capital. The subscribed capital is set at thirty-one thousand Euro (€ 31,000), divided into three hundred and ten (310) registered shares with a par value of one hundred Euro (€ 100) each, fully paid up (by 100 %).

7. Form of the shares. The shares are in registered form and subject to the relevant legal conditions.

The ownership of the shares is evidenced by the entry in the share register, held at the registered office of the Company.

8. Payment of shares. Payments on shares not fully paid up at the time of subscription may be made at the time and upon conditions, which the Board of Directors or the Sole Director shall from time to time determine. Any amount called up on shares will be charged equally on all outstanding shares, which are not fully paid up.

9. Modification of capital.

9.1 The subscribed capital of the Company may be increased or reduced by resolution of the Sole Shareholder or the shareholders adopted in the manner legally required for amending the Articles.

9.2 The Company can repurchase its own shares within the limits set by law.

Chapter III - Bonds, Notes and Other debt instruments

10. Registered or Bearer form. The Company may issue bonds, notes or other debt instruments under registered or bearer form. Bonds, notes or other debt instruments under registered form may not be exchanged or converted into bearer form.

Chapter IV - Directors, Board of directors, Independent auditors

11. Board of directors or Sole director.

11.1 In case of plurality of shareholders, the Company must be managed by a Board of Directors consisting of at least three members (the "Directors" and each a "Director"), who need not be shareholders.

11.2 In case the Company is established by a sole shareholder or if at the occasion of a general meeting of shareholders, it is established that the Company has only one shareholder left, the Company must be managed by a Board of Directors consisting of either one Director, named the Sole Director, until the next ordinary general meeting of the shareholders noticing the existence of more than one shareholder or by at least three Directors. A legal entity may be a member of the Board of Directors or may be the Sole Director of the Company. In such case, such legal entity must designate a permanent representative who shall perform this role in the name and on behalf of the legal entity. The relevant legal entity may only remove its permanent representative if it appoints its successor at the same time.

11.3 The Directors or the Sole Director are appointed by the general meeting of shareholders deciding on the remuneration and the term of appointment for a period not exceeding six years and are re-eligible. They may be removed at any time by a resolution of the general meeting of shareholders. They will remain in function until their successors have been appointed. In case a Director is elected without mention of the term of his mandate, he is deemed to be elected for six years from the date of his election.

11.4 In the event of vacancy of a member of the Board of Directors because of death, retirement, resignation or otherwise, the remaining Directors thus appointed may meet and elect, by majority vote, a Director to fill such vacancy until the next general meeting of shareholders which will be asked to ratify such election. In the event of vacancy of the Sole Director because of death, retirement, resignation or otherwise, an extraordinary general meeting of the Shareholders or the Sole Shareholder shall elect a Director to fill such vacancy. In case of resignation, the resigning Director will remain in function until his/her successor has been appointed.

12. Meetings of the board of directors.

12.1 The Board of Directors shall elect a chairman (the "Chairman") from among its members. The first Chairman may be appointed by the first general meeting of shareholders. If the Chairman is unable to be present, he will be replaced by a Director elected for this purpose from among the Directors present at the meeting.

12.2 The meetings of the Board of Directors are convened by the Chairman or by any Director. In case that all the Directors are present or represented, they may waive all convening requirements and formalities.

12.3 The Board of Directors can only validly meet and take decisions if a majority of members is present or represented by proxies.

12.4 Any Director may act at any meeting of the Board of Directors by appointing in writing another Director as his proxy. A Director may also appoint another Director to represent him by phone to be confirmed in writing at a later stage.

12.5 All decisions by the Board of Directors require a simple majority of votes cast. In case of ballot, the Chairman has a casting vote.

12.6 The use of video-conferencing equipment or the use of telecommunication means shall be allowed, provided that each participating Director being able to hear and to be heard by all other participating Directors using this technology, shall be deemed to be present and shall be authorised to vote by video or by telephone.

12.7 Circular resolutions of the Board of Directors can be validly taken if approved in writing and signed by all the Directors in person (resolutions circulaires). Such approval may be in a single or in several separate documents sent by fax or e-mail. These resolutions shall have the same effect and validity as resolutions voted at the Directors' meetings, duly convened. The date of such resolutions shall be the date of the last signature.

12.8 Votes may also be cast by any other means, such as fax, e-mail, or by telephone provided in such latter event such vote is confirmed in writing.

12.9 The minutes of a meeting of the Board of Directors shall be signed by all Directors present at the meeting. Extracts shall be certified by the Chairman of the Board of Directors or by any two Directors.

13. General powers of the board of directors or the sole director.

13.1 The Board of Directors or the Sole Director is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interests. All powers not expressly reserved by law to the general meeting of shareholders fall within the competence of the Board of Directors or the Sole Director.

13.2 The Board of Directors or the Sole Director is authorised to transfer, assign and dispose of the assets of the Company in accordance with the Securitisation Law.

14. Delegation of powers.

14.1 The Board of Directors or the Sole Director may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and the representation of the Company for such daily management and affairs to any member or members of the Board of Directors, Directors, managers or other officers who need not be shareholders of the Company, under such terms and with such powers as the Board of Directors or the Sole Director shall determine.

14.2 The Board of Directors or the Sole Director may also confer all powers and special mandates to any persons who need not to be Directors, appoint and dismiss all officers and employees and fix their emoluments.

15. Representation of the company. Towards third parties, in all circumstances, the Company shall be, in case of a Sole Director, bound by the sole signature of the Sole Director or, in case of plurality of Directors, by the sole signature of any Director or by the sole signature of any person to whom such signatory power shall be delegated by any Director or the Sole Director of the Company, but only within the limits of such power.

16. Independent auditor.

16.1 The accounts of the Company are audited by one or more independent auditors (réviseur(s) d'entreprises). The independent auditor(s) is/are appointed amongst the members of the Institut des Réviseurs d'Entreprises for a determined period by the Board of Directors or by the Sole Director.

16.2 The independent auditor(s) is/are re-eligible.

Chapter V - General meeting of shareholders

17. Powers of the sole shareholder / General meeting of shareholders.

17.1 The Company may have a Sole Shareholder at the time of its incorporation or when all of its shares come to be held by a single person. The death or dissolution of the Sole Shareholder does not result in the dissolution of the company.

17.2 If there is only one shareholder, that Sole Shareholder assumes all powers conferred to the general meeting of shareholders and takes the decision in writing.

17.3 In case of plurality of shareholders, the general meeting of shareholders shall represent the entire body of shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company. Its resolutions are binding for all shareholders of the Company, irrespective of classes of shares they hold.

17.4 Any general meeting shall be convened by means of convening notice sent to each registered shareholder by registered letter at least fifteen days before the meeting. In case that all the shareholders are present or represented and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, they may waive all convening requirements and formalities of publication.

17.5 A shareholder may be represented at a shareholders' meeting by appointing in writing (or by fax or e-mail or any similar means) an attorney who need not to be a shareholder and is therefore entitled to vote by proxy.

17.6 The shareholders are entitled to vote by correspondence, by means of a form providing the option for a positive or negative vote or for an abstention. For the calculation of the quorum, are only taken into account the forms received by the company three (3) days prior to the general meeting of shareholders they relate to.

17.7 The shareholders are entitled to participate to the meeting by visioconference or by telecommunications means allowing their identification, and are deemed to be present, for the quorum conditions and the majority. These means must comply with technical features guaranteeing an effective participation to the meeting whereof the deliberations are retransmitted in a continuing way.

17.8 Unless otherwise provided by law or by the Articles, all decisions by the annual or ordinary general meeting of shareholders shall be taken by simple majority of the votes cast, regardless of the proportion of the capital represented.

17.9 An extraordinary general meeting convened to amend any provisions of the Articles shall not validly deliberate unless at least one half of the capital is represented and the agenda indicates the proposed amendments to the Articles. If the first of these conditions is not satisfied, a second meeting may be convened, in the manner prescribed by the Articles or by the law. Such convening notice shall reproduce the agenda and indicate the date and the results of the previous meeting. The second meeting shall validly deliberate regardless of the proportion of the capital represented. At both meetings, resolutions, in order to be adopted, must be adopted by a two-thirds of the votes cast of the shareholders present or represented.

17.10 However, the nationality of the Company may be changed and the commitments of its shareholders may be increased or reduced only with the unanimous consent of all the shareholders and in compliance with any other legal requirement.

18. Place and Date of the annual general meeting of shareholders. The annual general meeting of shareholders is held in the City of Luxembourg, at a place specified in the notice convening the meeting in Luxembourg on the first Friday of June at 15:00 o'clock, and for the first time in 2011.

19. Other general meetings. Any Director may convene other general meetings. A general meeting has to be convened at the request of the shareholders which together represent one fifth of the capital of the Company.

20. Votes. Each share is entitled to one vote. A shareholder may act at any general meeting, even the annual general meeting of shareholders, by appointing another person as his proxy in writing.

Chapter VI - Business year, Distribution of profits

21. Business year.

21.1 The business year of the Company begins on the first day of January and ends on the last day of December of each year, except for the first business year which commences on the date of incorporation of the Company and ends on 31 December 2010.

21.2 The Board of Directors or the Sole Director draws up the balance sheet and the profit and loss account. It submits these documents together with a report of the operations of the Company at least one month prior to the annual general meeting of shareholders to the external auditors who shall make a report containing comments on such documents.

22. Distribution of profits.

22.1 Each year at least five per cent (5%) of the net profits has to be allocated to the legal reserve account. This allocation is no longer mandatory if and as long as such legal reserve amounts to at least one tenth of the capital of the Company.

22.2 After allocation to the legal reserve, the general meeting of shareholders determines the appropriation and distribution of net profits.

22.3 The Board of Directors or the Sole Director may resolve to pay interim dividends in accordance with the terms prescribed by law.

Chapter VII - Dissolution, Liquidation

23. Dissolution, Liquidation.

23.1 The Company may be dissolved by a decision of the general meeting of shareholders voting with the same quorum as for the amendment of the Articles.

23.2 Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by one or more liquidators appointed by the general meeting of shareholders.

23.3 If no liquidators are appointed by the general meeting of shareholders, the Directors or the Sole Director shall be deemed to be liquidators vis-à-vis third parties.

Chapter VIII - Applicable law

24. Applicable law. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the 1915 Law and the Securitisation Law.

Subscription and Payment

The Articles having thus been established, the above-named party has subscribed for three hundred and ten (310) shares as follows:

Stichting Augustus Invest	310 shares
Total: three hundred and ten shares	310 shares

All these shares have been fully paid up, so that the sum of thirty-one thousand Euro (€ 31,000) is forthwith at the free disposal of the Company, as has been proved to the notary.

Statement

The notary drawing up the present deed declares that the conditions set forth in Article 26 of the 1915 Law have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, have been estimated at about three thousand Euro (EUR 3,000.-)

First resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the above-named party, Stichting Augustus Invest, considering itself as duly convened, representing the entirety of the subscribed capital and exercising the powers devolved to the meeting of the shareholders passed the following resolutions:

1. The Company's address is fixed at 7, Val Ste Croix, L-1371 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.
2. The following have been elected as Directors, each with a mandate expiring on occasion of the annual general meeting of shareholders to be held in 2013:
 - (a) Mr Alexis Kamarowsky, company director, with professional address at 7, Val Ste Croix, L-1371 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;
 - (b) Mr Federigo Cannizzaro di Belmontino, company director, with professional address at 7, Val Ste Croix, L-1371 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg; and
 - (c) Mr Jean-Marc Debaty, company director, with professional address at 7, Val Ste Croix, L-1371 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a German version. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the German text, the English version will prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, the said person appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung des vorangehenden Textes:

Am achten März des Jahres zweitausendundzehn
vor Maître Joseph ELVINGER, Notar mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg,

ERSCHIEN

Stichting Augustus Invest, eine Stiftung (Stichting) gegründet nach dem Recht der Niederlande mit Sitz in 1079 LH Amsterdam, Amsteldijk 166, die Niederlande, eingetragen bei der Handelskammer Amsterdam unter der Nummer 34379572,

vertreten durch Frau Flora Gibert, Juristin, wohnhaft in Luxemburg, aufgrund einer privatschriftlichen Vollmacht, die, durch die Erschienene und den unterzeichneten Notar mit "ne varietur" paraphiert, dieser Urkunde beigefügt bleibt und zeitgleich mit dieser bei den Registerstellen eingereicht wird.

Die Erschienene, handelnd in der oben genannten Eigenschaft, hat den Notar gebeten, die nachfolgende Satzung einer Aktiengesellschaft (société anonyme) aufzusetzen, die sie nach eigener Aussage zu errichten wünscht.

SATZUNG:

Kapitel I. - Firma, Sitz, Dauer des Bestehens, Gesellschaftszweck

1. Rechtsform, Name der gesellschaft.

1.1 Die Gesellschaft ist eine Luxemburger Aktiengesellschaft (société anonyme) (die "Gesellschaft"), gegründet nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg gemäß dem Luxemburger Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner aktuellen Fassung (das "Gesetz von 1915") und der vorliegenden Satzung. Die Gesellschaft unterliegt dem Luxemburger Gesetz vom 22. März 2004 über die Verbriefung in seiner aktuellen Fassung (das "Verbriefungsgesetz").

1.2 Die Gesellschaft handelt unter dem Firmennamen "Special Solutions S.A."

2. Sitz.

2.1 Der Sitz der Gesellschaft ist in Luxemburg-Stadt (Großherzogtum Luxemburg).

2.2 Der Sitz kann durch einen Beschluss des Alleinaktionärs der Gesellschaft (der "Alleinaktionär" oder der "Aktionär"), beziehungsweise im Falle des Vorhandenseins mehrerer Aktionäre durch einen den Anforderungen an Satzungsänderungen genügenden Beschluss einer außerordentlichen Hauptversammlung in eine andere Gemeinde innerhalb des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

2.3 Der Verwaltungsrat der Gesellschaft (der "Verwaltungsrat") oder der alleinige Verwaltungsrat der Gesellschaft (der "alleinige Verwaltungsrat") ist ermächtigt, die Adresse der Gesellschaft innerhalb der Gemeinde zu verlegen, in der sich der Sitz der Gesellschaft befindet.

2.4 Sollten außergewöhnliche politische, wirtschaftliche oder soziale Ereignisse eintreten oder unmittelbar bevorstehen, aufgrund derer Einschränkungen der üblichen Abläufe am Sitz der Gesellschaft oder der Kommunikation mit dem Ausland zu erwarten sind, kann der Sitz der Gesellschaft bis zu einer vollständigen Normalisierung dieser Umstände vorübergehend ins Ausland verlegt werden. Eine solche Entscheidung lässt die Nationalität der Gesellschaft unberührt, die ungeachtet der Sitzverlegung eine luxemburgische Gesellschaft bleibt. Die Entscheidung über die Sitzverlegung ins Ausland trifft der Verwaltungsrat oder der alleinige Verwaltungsrat.

3. Gesellschaftszweck.

3.1 Der Zweck der Gesellschaft besteht darin, im Rahmen einer oder mehrerer unter das Verbriefungsgesetz fallende und durch dieses Gesetz geregelte Verbriefungsgeschäfte als Erwerbgesellschaft und/oder Emittent zu fungieren.

3.2 Die Gesellschaft kann Rechtsgeschäfte vornehmen, durch die sie unmittelbar oder mittelbar oder über eine andere Gesellschaft oder synthetisch Risiken erwirbt oder übernimmt, die mit Forderungen, anderen Vermögenswerten oder Verbindlichkeiten Dritter verbunden sind oder die den Geschäftstätigkeiten Dritter ganz oder teilweise innewohnen. Der Erwerb oder die Übernahme derartiger Risiken durch die Gesellschaft wird dadurch finanziert, dass die Gesellschaft selbst oder eine andere Verbriefungsgesellschaft Wertpapiere oder Genussscheine ausgeben, deren Wert oder Rendite von den seitens der Gesellschaft erworbenen oder übernommenen Risiken abhängt. Klarstellend wird darauf hingewiesen, dass die Gesellschaft keinen Risikodiversifizierungsanforderungen unterliegt.

3.3 Im Rahmen der vorstehenden allgemein gültigen Regelung darf die Gesellschaft insbesondere:

(a) von internationalen Institutionen und Organisationen, souveränen Staaten, Kapital- oder Personengesellschaften begebene Wertpapiere und Finanzinstrumente (im weitesten Sinne) zeichnen oder in sonstiger geeigneter Weise erwerben;

(b) andere Unternehmensbeteiligungen an Kapitalgesellschaften, Personengesellschaften oder anderen Unternehmen zu erwerben, die nicht als Wertpapiere oder Finanzinstrumente qualifizieren, vorausgesetzt, dass die Gesellschaft nicht aktiv in das Management solcher Unternehmen eingreift, in welchen sie, direkt oder indirekt, Unternehmensbeteiligungen hält;

(c) Darlehensforderungen zu erwerben, die verbrieft oder unverbrieft sein können;

(d) ihre Vermögenswerte in einer Weise und zu einem Preis verkaufen, übertragen, abtreten oder belasten oder anderweitig darüber verfügen, wie von dem Verwaltungsrat, dem alleinigen Verwaltungsrat oder einer anderen mit dieser Aufgabe betrauten Person zu dem betreffenden Zeitpunkt gebilligt;

(e) zur Förderung ihres Gesellschaftszwecks ihre Vermögenswerte, Wertpapiere oder sonstigen Finanzinstrumente verwalten, einsetzen oder anderweitig verwenden, und im Rahmen von Artikel 61 Abs. 3 des Verbriefungsgesetzes an den von der Gesellschaft gehaltenen Vermögenswerten und Rechten Garantien oder Sicherheiten in Form von Pfandrechten, Grundpfandrechten, Gebühren oder jeder andere Form von Sicherheit bestellen;

(f) in Zusammenhang mit der Verwaltung ihrer Vermögenswerte Wertpapierleihen und Wertpapierpensionsgeschäfte abschließen;

(g) Derivatgeschäfte (insbesondere Swaps, Futures, Forwards und Optionsgeschäfte) und vergleichbare Transaktionen abschließen und durchführen;

(h) Anleihen, Schuldverschreibungen, Genussscheine oder andere Schuldtitel (auch in Form von Beteiligungsrechten) oder Aktienwerte ausgeben, deren Wert oder Rendite von den von der Gesellschaft erworbenen oder übernommenen Risiken abhängt und

(i) als Kreditnehmer Darlehensvereinbarungen im Rahmen des Verbriefungsgesetzes eingehen, insbesondere zum Zwecke der Finanzierung des Erwerbs oder der Übernahme von Risiken (vor Ausgabe der Wertpapiere oder allgemeiner, sofern die Gesellschaft als Erwerber tätig wird), oder um Zahlungs- oder andere Verpflichtungen zu erfüllen, die ihr aufgrund der von ihr gehaltenen Wertpapiere oder aufgrund von Verträgen obliegen, die sie im Zusammenhang mit ihren Tätigkeiten abgeschlossen hat und insoweit diese im Rahmen der jeweiligen Transaktion als sinnvoll und erforderlich erscheinen.

3.4 Die Gesellschaft kann Maßnahmen zum Schutz ihrer Rechte treffen und Transaktionen jeglicher Art vornehmen, die unmittelbar oder mittelbar mit dem Gesellschaftszweck in Verbindung stehen, oder dem Gesellschaftszweck nützen und geeignet sind, seine Erreichung oder Förderung voranzubringen.

4. Sondervermögen.

4.1 Gemäß dem Verbriefungsgesetz ist der Verwaltungsrat oder der alleinige Verwaltungsrat berechtigt, ein oder mehrere Sondervermögen zu bilden, die jeweils einem gesonderten Teil des Gesamtvermögens der Gesellschaft entsprechen.

4.2 Unter Vorbehalt des Artikels 4.4, stehen sämtliche Vermögenswerte, die einem Sondervermögen zugeordnet sind, ausschließlich den diesbezüglichen Aktionären und denjenigen Gläubigern zur Verfügung, deren Ansprüche im Zusammenhang mit der Einrichtung, dem Betrieb oder der Auflösung dieses Sondervermögens entstanden sind.

4.3 Unbeschadet dessen gilt, dass, falls nach vollständiger Tilgung oder Rückzahlung der Kreditverbindlichkeiten der Gesellschaft, die einem Sondervermögen zuzuordnen sind und nach vollständiger Erfüllung und vollständigem Erlöschen aller Verbindlichkeiten der Gesellschaft gegenüber sonstigen Gläubigern, deren Ansprüche in Zusammenhang mit solchen Kreditverbindlichkeiten oder Einrichtung, Betrieb oder Auflösung des betreffenden Sondervermögens entstanden sind, noch Vermögenswerte des betreffenden Sondervermögens übrig bleiben, der Verwaltungsrat oder der alleinige Verwaltungsrat diese überschüssigen Vermögenswerte auf die anderen Sondervermögen oder die allgemeine Vermögensmasse der Gesellschaft umverteilen darf.

4.4 Ansprüche die nicht im Zusammenhang mit der Errichtung, dem Betrieb oder der Auflösung eines bestimmten Sondervermögens entstanden sind, können aus der allgemeinen Vermögensmasse der Gesellschaft gezahlt werden oder von dem Verwaltungsrat oder dem alleinigen Verwaltungsrat auf die Aktiva der einzelnen Sondervermögen auf pro rata Basis oder auf jede andere Weise aufgeteilt werden, die als geeignet erscheint.

4.5 Der Verwaltungsrat oder der alleinige Verwaltungsrat beziehungsweise seine Bevollmächtigten sollen einzelne Kontenführungsberichte für jedes Sondervermögen der Gesellschaft erstellen und führen.

4.6 Die Auflösung von Sondervermögen kann von dem Verwaltungsrat oder dem alleinigen Verwaltungsrat beschlossen werden.

5. Dauer des Bestehens. Die Gesellschaft ist auf unbestimmte Zeit gegründet.

Kapitel II. - Kapital

6. Kapital. Das gezeichnete Gesellschaftskapital beträgt einunddreißigtausend Euro (€ 31.000), eingeteilt in dreihundertzehn (310) Anteile als Namensaktien mit einem Nennwert von jeweils einhundert Euro (€ 100) und ist vollständig einbezahlt (100%).

7. Form der Anteile. Die Anteile lauten auf den Namen und unterliegen den jeweiligen rechtlichen Bestimmungen.

Das Eigentum an den Anteile wird durch die Eintragung in das Aktienregister nachgewiesen, das am Sitz der Gesellschaft geführt wird.

8. Zahlungen auf Anteile. Zahlungen auf Anteile, die zum Zeitpunkt der Zeichnung noch nicht voll eingezahlt waren, können zu dem Zeitpunkt und zu den Bedingungen erfolgen, wie von dem Verwaltungsrat oder dem alleinigen Verwaltungsrat jeweils festgelegt. Eingeforderte Einzahlungen auf Anteile werden von allen in Umlauf befindlichen und nicht voll eingezahlten Anteile zu gleichen Teilen eingefordert.

9. Kapitalerhöhungen oder -Herabsetzungen.

9.1 Das gezeichnete Kapital der Gesellschaft kann durch einen Beschluss des Alleinaktionärs oder der Aktionäre erhöht oder herabgesetzt werden, der den rechtlichen Anforderungen für die Satzungsänderungen gelten entsprechen muss.

9.2 Die Gesellschaft kann ihre eigenen Anteile im Rahmen der rechtlich vorgesehenen Grenzen zurückkaufen.

Kapitel III. - Anleihen, Schuldverschreibungen und andere Schuldtitel

10. Namens- oder Inhaberpapiere. Die Gesellschaft kann Anleihen, Schuldverschreibungen oder andere Schuldtitel als Namens- oder Inhaberpapiere begeben. Anleihen, Schuldverschreibungen oder andere Schuldtitel, die als Namenspapiere begeben wurden, können nicht in Inhaberpapiere umgetauscht oder umgewandelt werden.

Kapitel IV. - Verwaltungsratsmitglieder, Verwaltungsrat, Unabhängiger Wirtschaftsprüfer

11. Verwaltungsrat oder alleiniger Verwaltungsrat.

11.1 Im Falle des Vorhandenseins einer Mehrzahl von Aktionären, sind die Geschäfte der Gesellschaft durch einen Verwaltungsrat zu führen, der aus mindestens drei Mitgliedern besteht (die "Verwaltungsratsmitglieder" und jeder ein "Verwaltungsratsmitglied"), bei denen es sich nicht um Aktionäre handeln muss.

11.2 Wird die Gesellschaft durch einen Alleinaktionär gegründet oder wird während einer Hauptversammlung der Aktionäre festgestellt, dass nur ein Aktionär besteht, sind die Geschäfte der Gesellschaft durch einen Verwaltungsrat zu führen, bestehend entweder aus einem einzigen Verwaltungsratsmitglied, genannt der alleinige Verwaltungsrat, bis zum Zeitpunkt der nächsten Hauptversammlung der Aktionäre, die das Bestehen von mehr als einem Aktionär feststellt oder bestehend aus mindestens drei Verwaltungsratsmitgliedern. Eine juristische Person kann Mitglied des Verwaltungsrats sein. In einem solchen Falle muss die juristische Person einen ständigen Vertreter benennen, der diese Aufgabe namens und im Auftrag der juristischen Person erfüllt. Die jeweilige juristische Person kann ihren ständigen Vertreter nur seines Amtes entheben, wenn sie gleichzeitig einen "Nachfolger ernannt.

11.3 Die Verwaltungsratsmitglieder oder der alleinige Verwaltungsrat werden von der Hauptversammlung der Aktionäre gewählt, sowie ihre Vergütung und der Zeitraum, für welchen sie gewählt werden, der sechs Jahre nicht überschreiten soll und können wiedergewählt werden. Sie können jederzeit durch einen Beschluss der Hauptversammlung ihres Amtes enthoben werden. Sie bleiben solange im Amt, bis ihre Nachfolger ernannt worden sind. Wenn ein Verwaltungsratsmitglied ohne Angabe der Amtsdauer ernannt wird, gilt es als für einen Zeitraum von sechs Jahren ab Ernennung ernannt.

11.4 Wird ein Platz im Verwaltungsrat wegen Todes, Ausscheidens, Rücktritts eines Verwaltungsratsmitglieds oder aus anderen Gründen frei, können die verbleibenden Verwaltungsratsmitglieder eine Sitzung abhalten und mit einer Mehrheit der Stimmen ein Verwaltungsratsmitglied wählen, das den freien Sitz ausfüllt, bis die nächste Hauptversammlung stattfindet, die zur Bestätigung dieser Wahl aufgefordert werden wird. Wird ein Platz im Verwaltungsrat wegen Todes, Ausscheidens, Rücktritts des alleinigen Verwaltungsratsmitglieds oder aus anderen Gründen frei, soll eine außerordentliche Hauptversammlung der Aktionäre oder der Alleinaktionär ein Verwaltungsratsmitglied wählen, das den freien Sitz ausfüllt. Im Fall des Rücktritts eines Verwaltungsratsmitglieds, bleibt das zurücktretende Verwaltungsratsmitglied solange im Amt, bis sein/ihr Nachfolger ernannt worden ist.

12. Sitzungen des Verwaltungsrats.

12.1 Der Verwaltungsrat wählt aus seiner Mitte einen Vorsitzenden. Der erste Vorsitzende kann von der ersten Hauptversammlung der Aktionäre ernannt werden. Wenn der Vorsitzende nicht anwesend sein kann, wird er durch ein Verwaltungsratsmitglied ersetzt, das zu diesem Zwecke aus der Mitte der bei der Sitzung anwesenden Verwaltungsratsmitglieder gewählt wird.

12.2 Die Sitzungen des Verwaltungsrats werden von dem Vorsitzenden oder einem beliebigen Verwaltungsratsmitglied einberufen. Falls alle Verwaltungsratsmitglieder anwesend oder ordnungsgemäß vertreten sind, können sie auf die Einhaltung der mit der Einberufung der Sitzung verbundenen Anforderungen und Formalitäten verzichten.

12.3 Der Verwaltungsrat kann nur wirksam zusammenkommen und Beschlüsse fassen, wenn eine Mehrheit seiner Mitglieder anwesend oder durch Stimmrechtsbevollmächtigte ordnungsgemäß vertreten ist.

12.4 Ein Verwaltungsratsmitglied kann bei jeder Sitzung des Verwaltungsrats handeln, indem es schriftlich ein anderes Verwaltungsratsmitglied als seinen Stimmrechtsbevollmächtigten bestellt. Ein Verwaltungsratsmitglied kann ein anderes Verwaltungsratsmitglied auch telefonisch zur Vertretung ermächtigen, was einer späteren schriftlichen Bestätigung bedarf.

12.5 Sämtliche Beschlüsse des Verwaltungsrates bedürfen einer einfachen Mehrheit der abgegebenen Stimmen. Bei Abstimmungen ist im Fall von Stimmgleichheit die Stimme des Vorsitzenden ausschlaggebend.

12.6 Die Teilnahme per Videokonferenz oder Benutzung von Telekommunikationsmedien, ist erlaubt, vorausgesetzt, dass jedes teilnehmende Verwaltungsratsmitglied die Versammlung akustisch mitverfolgen und von allen anderen diese Technologie verwendenden Verwaltungsratsmitgliedern gehört werden kann; sie gelten als anwesend und sind berechtigt per Videokonferenz oder Telefon abzustimmen.

12.7 Eine wirksame Beschlussfassung des Verwaltungsrates kann mit schriftlicher Zustimmung und persönlicher Unterschrift aller Verwaltungsratsmitglieder im Umlaufverfahren erfolgen. Die Zustimmung kann in einem oder mehreren gesonderten Dokumenten enthalten sein, die per Fax oder E-Mail übermittelt werden. Auf diesem Wege gefasste Beschlüsse sind ebenso gültig und wirksam wie bei ordnungsgemäß einberufenen Sitzungen des Verwaltungsrats gefasste Beschlüsse. Das Datum der Beschlussfassung ist das Datum der zuletzt geleisteten Unterschrift.

12.8 Stimmabgaben können weiterhin auf anderem Wege erfolgen, wie beispielsweise per Fax, E-Mail oder Telefon, wobei im letzteren Falle die Stimmabgabe einer schriftlichen Bestätigung bedarf.

12.9 Das Protokoll einer Sitzung des Verwaltungsrats wird von allen bei der Sitzung anwesenden Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet. Auszüge werden vom Vorsitzenden des Verwaltungsrats oder zwei beliebigen Verwaltungsratsmitgliedern beglaubigt.

13. Allgemeine Befugnisse des Verwaltungsrats oder des alleinigen Verwaltungsrats.

13.1 Dem Verwaltungsrat oder dem alleinigen Verwaltungsrat stehen die weitestgehenden Befugnisse zur Vornahme von Verwaltungs- und Verfügungsmaßnahmen im Interesse der Gesellschaft zu. Sämtliche Befugnisse, die nicht von Rechts wegen oder durch diese Satzung ausdrücklich der Hauptversammlung vorbehalten sind, fallen in die Zuständigkeit des Verwaltungsrats oder der alleinigen Verwaltungsrats.

13.2 Der Verwaltungsrat oder der alleinige Verwaltungsrat ist berechtigt, gemäß dem Verbriefungsgesetz Vermögenswerte der Gesellschaft zu übertragen, abzutreten und darüber zu verfügen.

14. Übertragung von Befugnissen.

14.1 Der Verwaltungsrat oder der alleinige Verwaltungsrat kann seine Befugnisse zur Führung des Tagesgeschäfts der Gesellschaft und zur Vertretung der Gesellschaft im Rahmen des Tagesgeschäfts auf ein oder mehrere Mitglieder des Verwaltungsrats oder andere Handlungsbevollmächtigte übertragen, bei denen es sich nicht um Aktionäre der Gesellschaft handeln muss; die näheren Bedingungen und die übertragenen Befugnisse legt der Verwaltungsrat oder der alleinige Verwaltungsrat fest.

14.2 Der Verwaltungsrat oder der alleinige Verwaltungsrat kann sämtliche Befugnisse oder speziellen Aufgaben auch an Personen übertragen, die keine Verwaltungsratsmitglieder der Gesellschaft sein müssen, Handlungsbevollmächtigte und Angestellte anstellen und entlassen und deren Bezüge festlegen.

15. Vertretung der Gesellschaft. Eine Verpflichtung der Gesellschaft gegenüber Dritten erfolgt, für den Fall des alleinigen Verwaltungsrats, durch die Unterschrift des alleinigen Verwaltungsrats und im Falle von mehreren Verwaltungsratsmitgliedern, durch die alleinige Unterschrift eines Verwaltungsratsmitgliedes oder durch die alleinige Unterschrift der Person, die eine solche Unterschriftsbefugnis von einem Verwaltungsratsmitglied übertragen wurde, jedoch nur, soweit diese Befugnis reicht.

16. Unabhängiger Wirtschaftsprüfer. Die Jahresabschlüsse der Gesellschaft werden von einem oder mehreren unabhängigen Wirtschaftsprüfern (réviseur(s) d'entreprises) geprüft. Der oder die Wirtschaftsprüfer werden/wird aus dem Kreis der Mitglieder des Institut des Réviseurs d'Entreprises von dem Verwaltungsrat oder dem alleinigen Verwaltungsrat gewählt und für eine bestimmte Zeit bestellt.

16.1 Der oder die unabhängigen Wirtschaftsprüfer können wiedergewählt werden.

Kapitel V. - Hauptversammlung

17. Befugnisse des alleinaktionärs / Der Hauptversammlung.

17.1 Die Gesellschaft kann einen Alleinaktionär zum Zeitpunkt ihrer Gründung haben, oder wenn alle Anteile der Gesellschaft von einer einzelnen Person gehalten werden. Tod oder Auflösung des Alleinaktionärs führt nicht zur Auflösung der Gesellschaft.

17.2 Hat die Gesellschaft einen Alleinaktionär, erhält dieser sämtliche Befugnisse, die der Hauptversammlung zustehen; Beschlussfassungen erfolgen schriftlich durch den Alleinaktionär.

17.3 Soweit die Gesellschaft mehrere Aktionäre hat, vertritt die Hauptversammlung die Gesamtheit der Aktionäre der Gesellschaft. Sie verfügt über die weitestgehenden Befugnisse zur Anordnung, Durchführung oder Genehmigung von Angelegenheiten der Gesellschaft. Ihre Beschlüsse binden alle Aktionäre der Gesellschaft, ohne Rücksicht darauf, welche Klassen von Anteilen sie halten.

17.4 Die Einberufung der Hauptversammlung soll mindestens fünfzehn Tage vor der Versammlung durch den Verwaltungsrat und im Einklang mit dem Gesetz von 1915 an jeden Inhaber von Namensaktien durch schriftliche Einberufungsmittel per Einschreiben erfolgen. Sofern sämtliche Aktionäre während der Hauptversammlung anwesend oder ordnungsgemäß vertreten sind und sie alle erklären, dass sie von der Tagesordnung ordnungsgemäß unterrichtet wurden, können diese auf die Einhaltung sämtlicher Anforderungen bezüglich Einberufung der Versammlung und Veröffentlichung der Tagesordnung verzichten.

17.5 Ein Aktionär kann sich bei einer Aktionärsversammlung durch einen schriftlich (oder per Fax oder E-Mail oder durch andere entsprechende elektronische Mittel) bestellten Stellvertreter vertreten lassen, der kein Aktionär sein muss, und ist dementsprechend berechtigt, sich bei der Abstimmung durch einen Stimmrechtsbevollmächtigten vertreten zu lassen.

17.6 Die Aktionäre sind berechtigt, mittels eines Abstimmungsformulars, das eine Zustimmung, Ablehnung oder Stimmenthaltung vorsieht, im Umlaufverfahren abzustimmen. Nur die Formulare, die spätestens drei (3) Tage vor der Hauptversammlung bei dem Sitz der Gesellschaft oder der Adresse, auf die in dem Einberufungsschreiben verwiesen wird, eingegangen sind, werden bei der Feststellung der Beschlussfähigkeit der Gesellschaft berücksichtigt.

17.7 Die Aktionäre sind berechtigt, per Videokonferenz oder Telekommunikationsmedien, anhand derer man sie identifizieren kann, an der Versammlung teilzunehmen; sie gelten für die Zwecke der Feststellung der Beschlussfähigkeit und Ermittlung der Mehrheit als anwesend. Insoweit verwendete Kommunikationsmittel müssen in technischer Hinsicht geeignet sein, eine effektive Teilnahme an der Versammlung zu gewährleisten, deren Beratungen und Beschlussfassungen ständig zu übertragen sind.

17.8 Soweit nicht durch Gesetz oder durch die Satzung abweichend geregelt, werden Beschlüsse in den ordnungsgemäß einberufenen jährlichen oder ordentlichen Hauptversammlungen der Aktionäre mit einfacher Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst, ungeachtet des durch diese Stimmen jeweils vertretenen Kapitals.

17.9 Eine zur Änderung der Satzungsbestimmungen einberufene außerordentliche Hauptversammlung kann nur wirksam beraten, wenn mindestens die Hälfte des Kapitals vertreten ist und die geplante Satzungsänderung sich der Tagesordnung entnehmen lässt. Wenn die erste der vorgenannten Bedingungen nicht erfüllt ist, kann eine zweite Versammlung in der gemäß der Satzung oder entsprechend den gesetzlichen Regelungen vorgeschriebenen Weise einberufen werden. In der Einberufungsmittelteilung ist die Tagesordnung erneut mitzuteilen und das Datum und die Ergebnisse der vorangegangenen Versammlung anzugeben. Die zweite Versammlung kann ungeachtet des Anteils des bei der Versammlung vertretenen Kapitals wirksam beraten. Bei beiden Hauptversammlungen bedarf eine gültige Beschlussfassung einer Zweidrittelmehrheit aller abgegebenen Stimmen.

17.10 Eine Änderung der Nationalität der Gesellschaft oder eine Erhöhung oder Verringerung der Verbindlichkeiten der Aktionäre kann dagegen nur einvernehmlich durch alle Aktionäre, unter Einhaltung aller weiteren rechtlichen Erfordernisse beschlossen werden.

18. Zeit und Ort der Jahreshauptversammlung. Die Jahreshauptversammlung wird jeweils am ersten Freitag im Juni um 15.00 Uhr, erstmalig im Jahr 2011, an einem Ort in der Stadt Luxemburg abgehalten, der in der Einberufungsmitteilung näher angegeben wird.

19. Weitere Hauptversammlungen. Jedes Verwaltungsratsmitglied kann weitere Hauptversammlungen einberufen. Eine Hauptversammlung ist auf Verlangen von Aktionären einzuberufen, die gemeinsam ein Fünftel des Kapitals der Gesellschaft vertreten.

20. Stimmen. Jeder Anteil gewährt eine Stimme. Ein Aktionär kann bei jeder Hauptversammlung, selbst bei der Jahreshauptversammlung, handeln, indem er schriftlich eine andere Person bevollmächtigt.

Kapitel VI. - Geschäftsjahr, Gewinnausschüttung

21. Geschäftsjahr.

21.1 Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Tag des Monats Januar und endet am letzten Tag des Monats Dezember eines jeden Jahres, mit Ausnahme des ersten Geschäftsjahres, das am Tag der Gründung der Gesellschaft beginnt und am 31. Dezember 2010 endet.

21.2 Der Verwaltungsrat oder der alleinige Verwaltungsrat erstellt die Bilanz und die Gewinn- und Verlustrechnung. Er legt diese Unterlagen zusammen mit einem Geschäftsbericht der Gesellschaft mindestens einen Monat vor der Jahreshauptversammlung den externen Wirtschaftsprüfern vor, die einen Bericht mit einer Bewertung der vorgelegten Unterlagen erstellen.

22. Gewinnausschüttung.

22.1 Jedes Jahr sind mindestens fünf Prozent (5%) des Nettogewinns den gesetzlichen Rücklagen zuzuweisen. Eine solche Zuweisung zu den Rücklagen ist nicht mehr verpflichtend, sofern und solange die gesetzlichen Rücklagen mindestens ein Zehntel des Kapitals der Gesellschaft ausmachen.

22.2 Nachdem die Zuweisung zu den gesetzlichen Rücklagen erfolgt ist, entscheidet die Hauptversammlung über Verwendung und Ausschüttung der Nettogewinne.

22.3 Der Verwaltungsrat oder der alleinige Verwaltungsrat kann beschließen, gemäß den rechtlich vorgeschriebenen Bedingungen Interimsdividenden auszuschütten.

Kapitel VII. - Auflösung, Liquidation

23. Auflösung, Liquidation.

23.1 Die Gesellschaft kann durch Beschluss der Hauptversammlung aufgelöst werden, für den die selben Anforderungen an Beschlussfähigkeit und Mehrheitsverhältnisse gelten wie für die Änderung der Satzung.

23.2 Sollte die Gesellschaft aufgelöst werden, erfolgt die Liquidation durch einen oder mehrere von der Hauptversammlung bestellte Liquidatoren.

23.3 Wenn keine Liquidatoren von der Hauptversammlung bestellt werden, gelten die Verwaltungsratsmitglieder gegenüber Dritten als Liquidatoren.

Kapitel VIII. - Geltendes Recht

24. Geltendes Recht. Sämtliche nicht in dieser Satzung geregelten Angelegenheiten unterliegen den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 und des Verbriefungsgesetzes.

Zeichnung und Zahlung

Nach Gründung der Gesellschaft hat die vorstehend genannte Partei 310 (dreihundertzehn) Anteile wie nachstehend angegeben gezeichnet:

Stichting Augustus Invest	310 Anteile
Insgesamt: dreihundertzehn Anteile	310 Anteile

Diese Anteile sind sämtlich voll eingezahlt, so dass der Betrag von einunddreißigtausend Euro (€ 31.000) der Gesellschaft sofort zur freien Verfügung steht, wie gegenüber dem Notar nachgewiesen wurde.

Erklärung

Der Notar, der die vorliegende Urkunde errichtet, erklärt, dass die Bedingungen des Artikels 26 des Gesetzes von 1915 erfüllt sind und bezeugt deren Erfüllung hiermit ausdrücklich.

Kostenschätzung

Die Kosten, Ausgaben, Honorare und Gebühren jeglicher Form, die von der Gesellschaft in Zusammenhang mit ihrer Gründung zu tragen sind beziehungsweise ihr in Rechnung gestellt werden, wurden auf ca. drei tausend Euro (€ 3.000,-) geschätzt.

Erste Beschlüsse des Alleinaktionärs

Unmittelbar nach Gründung der Gesellschaft hat die vorstehend genannte Partei Stichting Augustus Invest, die die Versammlung als ordnungsgemäß einberufen erachtet, in Vertretung des gesamten gezeichneten Kapitals und in Ausübung der Befugnisse der Hauptversammlung die folgenden Beschlüsse gefasst:

1. Als Anschrift der Gesellschaft wird 7, Val Ste Croix, L-1371 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg vorgesehen.
2. Die folgenden Personen wurden als Verwaltungsratsmitglieder gewählt, wobei ihr Amt jeweils anlässlich der im Jahre 2013 abzuhaltenden Jahreshauptversammlung endet:
 - (a) Mr Alexis Kamarowsky, Geschäftsführer, geschäftsansässig in 7, Val Ste Croix, L-1371 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg;
 - (b) Mr Federigo Cannizzaro di Belmontino, Geschäftsführer, geschäftsansässig in 7, Val Ste Croix, L-1371 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg; und
 - (c) Mr Jean-Marc Debaty, Geschäftsführer, geschäftsansässig in 7, Val Ste Croix, L-1371 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

Der unterzeichnete Notar, der die englische Sprache spricht und versteht, aktiert hiermit, dass auf Anfrage der oben genannten erschienenen Person, die vorliegende Ausfertigung in Englisch verfasst ist, welcher eine deutsche Übersetzung beiliegt. Auf Anfrage derselben erschienenen Person und im Falle einer Abweichung zwischen dem englischen und dem deutschen Text, wird der englische Text maßgebend sein.

Daraufhin wurde die vorliegende notarielle Urkunde in Luxemburg an dem zu Beginn genannten Tage in Luxemburg errichtet.

Nachdem die Urkunde der erschienenen Person vorgelesen wurde, unterzeichnete die erschienene Person gemeinsam mit dem Notar diese Originalurkunde.

Signé: F. Gibert, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg A.C. le 10 mars 2010. Relation: LAC/2010/10647. Reçu soixante-quinze euros 75,00€

Le Receveur (signé): F. SANDT.

Référence de publication: 2010043638/599.

(100044309) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2010.

Kids and More S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8440 Steinfort, 11, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 111.450.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Wanderscheidt Simone

La gérante

Référence de publication: 2010043471/11.

(100043715) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2010.

M.B.S. - Manufacturing Building Systems S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7333 Steinsel, Zone Industrielle.

R.C.S. Luxembourg B 41.278.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010043466/9.

(100043438) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2010.

Luxury Food S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 128.957.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010043468/9.

(100043269) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2010.

Le Nomade, s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4760 Pétange, 26, rue de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 103.597.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Differdange, le 26 mars 2010.

Référence de publication: 2010043469/10.

(100043957) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2010.

FC HoldCo 1, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 1B, Heienhaff.
R.C.S. Luxembourg B 146.303.

EXTRAIT

L'associé unique et gérant unique de la Société, Fondations Capital I S.C.A., SICAR, une société en commandite par actions constituée sous le régime d'une société d'investissements en capital à risque et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 129.317, a changé son siège social du 121, Avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg au 1B, Heienhaff, L-1736 Senningerberg par suite de résolutions prises par les actionnaires en date du 17 février 2010.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 mars 2010.

Pour extrait conforme

ATOZ

Aerogolf Center - Bloc B

1, Heienhaff, L-1736 Senningerberg

Signature

Référence de publication: 2010043802/21.

(100044014) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2010.

Brightsea S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 11.600,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 151.870.

EXTRAIT

Conformément aux contrats de cession de parts sociales en date du 04 mars 2010, les 11 600 (onze mille six cents) parts sociales de BRIGHTSEA S.à r.l. ont été transférées par PARFISO S.A., ayant son siège social au 19, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 125.133 de la manière suivante:

- 8 990 (huit mille neuf cent quatre-vingt-dix) parts sociales à Trafalgar Overseas Limited, ayant son siège social au 57/63 Line Wall Road, Gibraltar et immatriculée auprès du Registre des Sociétés de Gibraltar sous le numéro 93381,

- 1 450 (mille quatre cent cinquante) parts sociales à Kendray Properties Limited ayant son siège social au 57/63 Line Wall Road, Gibraltar et immatriculée auprès du Registre des Sociétés de Gibraltar sous le numéro 89548,

- 1 160 (mille cent soixante) parts sociales à Helen Holdings Limited ayant son siège social au 57/63 Line Wall Road, Gibraltar et immatriculée auprès du Registre des Sociétés de Gibraltar sous le numéro 92987.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 22 mars 2010.

Signature

Le Mandataire

Référence de publication: 2010043472/23.

(100043529) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2010.

Italmeubles S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4602 Differdange, 140, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 65.618.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Differdange, le 26 mars 2010.

Référence de publication: 2010043473/10.

(100043955) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2010.

Ausinium S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1510 Luxembourg, 38, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 115.337.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire du 3 décembre 2009 que les mandats suivants sont renouvelés jusqu'à l'assemblée qui se tiendra en 2014:

- Monsieur Andrea DE MARIA, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg, 40, Avenue de la Faïencerie L-1510, administrateur de type B;

- Mademoiselle Annalisa CIAMPOLI, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg, 40, Avenue de la Faïencerie L-1510, administrateur de type B;

- Monsieur Riccardo MORALDI, expert comptable, demeurant professionnellement à Luxembourg, 40, Avenue de la Faïencerie L-1510, administrateur de type A;

SER. COM S.à r.l., Société à responsabilité limitée ayant son siège social 3, rue Belle Vue, L-1227 Luxembourg, a été nommée Commissaire en remplacement de CERTIFICA LUXEMBOURG S.à r.l., démissionnaire. Son mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2014.

Monsieur Riccardo MORALDI, administrateur actuel, a été nommé président du conseil d'administration.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2010043814/21.

(100044571) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2010.

Linianti S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 65.410.

LIQUIDATION JUDICIAIRE*Extrait*

Par jugement rendu en date du 25 mars 2010, le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, sixième chambre, siégeant en matière commerciale, a ordonné en vertu de l'article 203 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, tel qu'il a été modifié par la loi du 31 mai 1999, la dissolution et la liquidation de la société anonyme LINIANTI S.A., dont le siège social à L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe, a été dénoncé en date du 31 décembre 2007.

Le même jugement a nommé juge-commissaire Madame Carole BESCH, juge au Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, et liquidateur Maître Jonathan BURGER, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg.

Il ordonne aux créanciers de faire la déclaration de leurs créances au greffe du Tribunal de commerce de et à Luxembourg avant le 16 avril 2010.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Jonathan BURGER

Le liquidateur

Référence de publication: 2010043981/21.

(100045096) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mars 2010.
